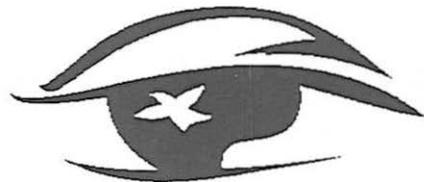


LETTRE AUX COMMUNAUTÉS



Mission
DE FRANCE

CITOYENNETÉ ET DÉMOCRATIE QUELLE PLACE POUR LA POLITIQUE ?

mars - avril 2002

5,79 €

La démocratie au nord Cameroun

Intégrisme et démocratie

La construction de l'Europe

213

213-2002

SOMMAIRE

● ÉDITORIAL	
● Pierre LETHIELLEUX	1
● De la démocratie au niveau européen	
● Pierre LAURENT	5
● La démocratie au nord Cameroun	
● J.-M. POUYMIROO et G. DAMBRICOURT	11
● La politique est l'œuvre de tous	
● Anne de BOISSIEU	19
● "Deviens un homme politique"	
● Emmanuel BODINIER	29
● Une mutation de civilisation	
● Hugues DERYCKE	35
● "Intégrisme et démocratie", Bobigny (93) - 17 novembre 2001	
● Jean-Marie PLOUX	43
● Dominique PAILLARD	44
● Pierre ZARKA	46
● La construction de l'Europe	
● Jérôme VIGNON	53
● UN LIVRE - UN AUTEUR	
● <i>Le principe d'humanité (J.-C. GUILLEBAUD)</i>	69
● SOURCES	
● Emmanuel MOUNIER	72

MISSION DE FRANCE ET ASSOCIATION

La Lettre aux Communautés est un lieu d'échange et de communication entre les équipes de la Mission de France, les équipes diocésaines associées et tous ceux, laïcs, prêtres, religieuses, qui sont engagés dans la recherche missionnaire de l'Église, en France et dans d'autres pays. Elle porte une attention particulière aux situations qui, aujourd'hui, transforment les données de la vie des hommes et la carte du monde. Elle veut contribuer aux dialogues d'Église à Église en sorte que l'Évangile ne demeure pas sous le boisseau à l'heure de la rencontre des civilisations.

Les documents qu'elle publie sont d'origine et de nature fort diverses : témoignages personnels, travaux d'équipes ou de groupes, études théologiques ou autres, réflexions sur les événements... Toutes ces contributions procèdent d'une même volonté de confrontation loyale avec les différentes situations et les courants de pensée qui interpellent notre foi. Elles veulent être une participation active à l'effort qui mobilise aujourd'hui le Peuple de Dieu pour comprendre, vivre et annoncer plus fidèlement l'Évangile du Salut.

Nous sommes à proximité des futures élections.

Le dossier que nous vous présentons dans ce numéro entend honorer la condition humaine qui est la nôtre. Nous prenons partie pour une citoyenneté responsable avec la volonté de vivre en démocratie.

Ce mot, inventé par les penseurs d'Athènes, évoque non seulement le partage du pouvoir par tous, mais aussi la volonté de vivre ensemble en paix. L'histoire a montré que ce chemin à prendre est aussi beau que difficile. Des hommes et des femmes y donnent le meilleur d'eux-mêmes jusqu'au sacrifice de leur vie parfois.

« Gloire à Elohim dans les hauteurs, et paix sur terre aux hommes de bon gré ! »

(Luc 2, 14 - Trad. Chouraqui D de B, 1985)

Cette invitation de l'évangile nous appelle à être des artisans de paix. Jésus dit lui-même :

« En marche, les faiseurs de paix ! Oui, ils seront criés fils d'Elohim. »

(Matthieu 5, 9 – Trad. Chouraqui D de B, 1985)

Sur la parole de Jésus, notre Communauté missionnaire prend racine pour sa vocation. Nous partageons l'existence des hommes en œuvrant à ce qui contribue à nous tenir debout avec eux, en priorité les plus démunis, les "sans-voix", les souffrants, ceux qui sont écrasés par la vie. Avec eux, quand nous le pouvons, mais toujours pour eux.

Les mutations actuelles de la société, sources de nombreuses fractures dans la Communauté humaine, nous conduisent à chercher avec tous à vivre plus fraternels, donc plus hommes. L'évangile de Jésus éclaire notre route et nos prises de risques. Nous ne sommes pas des aventuriers inconscients, et nous voulons vivre en partenaires pour un monde nouveau.

Pour le devenir de l'homme, les lieux de la politique sont un terrain privilégié. Il est celui de l'*amour* que dans un autre langage, nos anciens dans la foi désignaient souvent par *charité*. Depuis la République il a pris le beau nom de *fraternité*.

Nous donnons tout d'abord la parole à des témoins qui ont pris le risque de s'engager. Celle-ci est diverse, non exhaustive, mais toujours située.

Pierre LAURENT est spécialiste de la connaissance des problèmes agroalimentaires en Europe. Il nous fait part des questions posées.

Jean-Marie POUYMIROO et Gonzague DAMBRICOURT sont affrontés aux tâtonnements de la mise en place de la démocratie au Cameroun. Avec leurs moyens, ils font face à la corruption qui s'étale partout.

Anne de BOISSIEU a été conseillère municipale à Bordeaux. Son témoignage est une invitation à ce que de plus jeunes s'engagent à leur tour.

Emmanuel BODINIER donne le point de vue d'un jeune face à l'avenir en politique. Il nous invite à renouveler notre regard.

Le constat que nous fait Hugues DERYCKE de la société incite chacun à préciser son point de vue.

Ensuite nous avons choisi une parole extérieure à la Communauté missionnaire.

Sur le thème Intégrisme et Démocratie, une rencontre a réuni près de Bobigny des acteurs aux options différentes. Avec la publication du compte rendu, nous

avons retenu l'intervention de Pierre ZARKA qui témoigne de son évolution personnelle en tant que communiste. La manière dont il a le courage de remettre en cause certaines de ses adhésions montre un chemin de dialogue. Il nous invite à la même attitude, condition de l'écoute et du respect de l'autre. Suit une réflexion de Jérôme VIGNON sur la dimension européenne de la démocratie. Ce n'est pas la monnaie qui fait l'Europe, mais ses habitants qui se mettent en mouvement pour la construire.

Alain LE NÉGRATE, dans "Un livre un auteur" nous interroge sur ce qui rend plus humain grâce au livre de Jean-Claude GUILLEBAUD, *Le Principe d'humanité*.

Jean-Marie PLOUX nous donne à lire ou à relire quelques réflexions d'un chrétien et démocrate engagé, Emmanuel Mounier. Celui-ci est, comme nous, passionné de l'homme et de son avenir, parce que, comme le Père Pierre Teilhard de Chardin l'a écrit : « *Notre Dieu n'est pas seulement le Dieu de l'En haut, mais aussi celui de l'En avant* ».

Pour le Comité de Rédaction
Pierre LETHIELLEUX

Prochain thème des dossiers :

• N° 214 Nouvelles quêtes spirituelles



De la démocratie au niveau européen

par **Pierre LAURENT**

prêtre de la Mission de France

Membre de l'équipe Dimension internationale de la Mission de France, Pierre exerce depuis quinze ans une responsabilité importante au siège de la Confédération CFDT dans le domaine agroalimentaire international. C'est à ce titre qu'il nous fait part de son expérience de militant syndical à l'échelon européen.

Au cours de l'année 77, pour la première fois, j'ai voyagé jusqu'à Rotterdam (Pays-Bas) pour aller manifester devant le siège d'une compagnie internationale anglo-néerlandaise qui opérait des restructurations dans plusieurs de ses filiales en Europe et dans le monde. Il s'agissait d'Unilever. Ce qui était extraordinaire, c'est que parmi les centaines de syndicalistes du secteur alimentaire venus du Nord de l'Europe, du Royaume-Uni et de l'Allemagne, il n'y avait que quatre français, dont Alain, un collègue de l'usine où je travaillais autrefois à Vénissieux, et moi-même. À l'issue de cette manifestation, une délégation n'avait même pas pu obtenir d'être reçue par la direction gé-

nérale. En revanche, cela m'avait convaincu de l'urgence d'obtenir des moyens, au niveau européen, pour que les firmes internationales soient obligées de tenir compte des travailleurs. Aucune législation, aucun règlement européen ne les y obligeaient, et le bureau international du travail (BIT), basé à Genève, ne pouvait pas davantage les y contraindre.

Fin 2001, je me joignais aux dizaines de milliers de manifestants organisés dans la Confédération européenne des syndicats, dont la CGT française, afin que progresse le volet social de la construction de l'Union Européenne.

Est-il utile de dire tout ce qui s'est passé entre ces deux dates ? Sans doute, il est toujours nécessaire de mesurer le chemin parcouru et les conditions dans lesquelles cela s'est fait ! Je me contenterai ici d'illustrer certains des enjeux qui témoignent de l'évolution démocratique survenue dans la zone Europe.

Il n'est pas très loin le temps où, dans les pays du Sud de l'Europe, les principes de la démocratie laissaient à désirer. Depuis quand,

par exemple, l'Espagne et le Portugal ont-ils trouvé leur place dans ce qui, aujourd'hui, s'appelle l'Union Européenne ? Quelles mesures faudra-t-il trouver pour que la Turquie en soit également membre à part entière ? La possibilité de pratiquer librement un droit fondamental tel que celui du syndicalisme démocratique est un élément de la réponse.

Faut-il en conclure que la démocratie en Europe ne se fera pas sans le développement de syndicats libres ? Pas mal de leaders, et aussi nombre de simples citoyens ne le pensent pas. Il s'agit, en particulier, de celles et de ceux dont l'empressement à devenir les plus performants au plan économique est la priorité des priorités.

Il est pourtant une situation qui mérite un moment d'attention, celle de l'évolution du syndicalisme en Pologne. Indépendamment des points de vue que nous avons pu avoir vis à vis de Solidarnosc, force est de constater que les revendications que cette organisation a su imposer, ont contribué à l'effondrement du mur de Berlin et au basculement du système soviétique. Je ne suis pas dupe de l'ambiguïté

des liens et appuis contradictoires dont a bénéficié Solidarnosc. Ce que je veux souligner, c'est le développement de la démocratie qui s'en est suivi.

La Confédération européenne des syndicats (CES), qui s'est toujours organisée à l'échelon de l'espace européen et non pas dans les limites des pays membres de l'Union Européenne, a très rapidement accepté l'adhésion des nouvelles organisations syndicales des pays de l'ex-bloc soviétique. Quelques années après, celles-ci ont été rejointes par une partie des anciennes organisations qui, dans les mêmes pays, avaient su se démocratiser.

Aujourd'hui, la CES est, sans doute, la seule instance à avoir intégré les nouveaux pays candidats à l'Union Européenne. Cela constitue déjà un apport précieux pour l'analyse des situations comme aussi des avancées qu'il est nécessaire d'engager dans l'intérêt des travailleurs de toute l'Europe. En même temps, la CES est le lieu où s'organisent des représentations de travailleurs qui veulent agir en solidarité. Le plus simple est de donner un exemple. Je ne souhaite pas que les lecteurs

abandonnent leurs convictions pour se ranger au contenu de ces lignes, mais bien plutôt qu'ils y voient comme l'exposé d'une situation et d'une expérience, qui ne préjuge en rien de ce qu'ils peuvent réaliser ou vouloir réaliser.

Il s'agit du groupe Danone. Dès les années 85, la direction de ce groupe accepte de négocier avec l'Union Internationale des Travailleurs de l'Agroalimentaire (UITA) la constitution d'un comité international de délégués syndicaux issus de ses activités, quel que soit le pays, dès lors que ces syndicalistes sont membres de l'UITA. Imaginez une instance internationale dans laquelle se retrouvent les européens, mais également des tchèques, des polonais, des russes, des latino-américains, des asiatiques et des américains du nord. Tous ces syndicalistes ont accès à des journées consécutives de formation syndicales. Ils ont la possibilité de désigner un expert extérieur au groupe pour procéder à l'analyse économique et financière de ce groupe. Cette pratique syndicale leur permet d'accéder à la compréhension des objectifs du groupe, que celui-ci présente en séance plénière avec les mêmes

précisions que celles données aux actionnaires et aux directions. C'est ainsi que lorsque le pôle d'activité des biscuits est restructuré, les syndicalistes coordonnés qui le veulent ont pu faire modifier les plans de la direction, en particulier pour la Hongrie, et obtenir un ensemble de mesures visant à ce qu'aucun travailleur ne se retrouve sans emploi. Cela pour une durée de plus de deux ans.

Avec cet exemple, nous sommes de plain-pied dans l'urgente nécessité de placer les droits sociaux sur le même plan que les droits de l'Homme et les droits civiques, et cela par la mise en œuvre de la charte sociale des droits fondamentaux proclamée au sommet européen de Nice. Il importe, en effet, que cette charte constitue le socle commun des valeurs fondamentales de l'Union, et qu'en l'intégrant aux traités avec une procédure de suivi, lui soit reconnue une valeur juridique contraignante, sans préjuger de son évolution et des améliorations possibles. C'est ainsi que le mouvement syndical apporte sa pierre à la démocratie en Europe, tant il est vrai que la démocratisation de l'Union ne peut reposer sur les seules institutions européennes.

Vu du côté des salariés, le plus d'Europe doit prendre sens sur d'autres bases que celles de l'économie ou de la monnaie. Il faut que ce qui touche les entreprises et leur vie soit approfondi. L'adoption récente d'une législation sur la Société Européenne offre la possibilité de constituer une instance représentative des salariés. Il reste maintenant à faire la révision de la directive sur les Comités d'entreprise européens, de sorte que soit généralisé le droit à l'information-consultation.

Tout cela montre bien que la démocratie à l'échelle de l'Europe, loin d'être une situation établie, est à construire. Nous n'en sommes qu'au début, au regard de l'histoire des pays qui la composent et de ceux qui sont candidats à faire partie de l'Union. Qu'il s'agisse de l'emploi, de la lutte contre l'exclusion, du marché du travail ou de la protection sociale, tous ces domaines sont des chantiers majeurs auxquels doit s'attaquer la construction européenne.

Si ces enjeux de taille restaient en l'état, ils seraient de nature à provoquer la mise en cause des formes démocratiques que veut se donner l'Union Européenne. C'est pour cela

que l'action syndicale vise à obtenir la mise en place d'une meilleure coordination des politiques économiques, financières et fiscales, budgétaires et monétaires. Et le fait que le vote à la majorité qualifiée ne soit pas encore étendu au domaine social est un frein à la démocratie.

Cette réalité nous introduit à ce que les syndicats considèrent comme de leur responsabilité, à savoir promouvoir une Europe démocratique, une Europe dans laquelle les citoyens, et en particulier les travailleurs, comptent autant que les États. L'action de la Confédération européenne vise à ce que soit entrepris un remaniement fondamental des traités. Comment rattraper le retard pris en matière de transparence et de démocratie par nos institutions européennes ? Le Conseil de Laeken devra arrêter une procédure structurée en vue d'une profonde réforme en 2004.

Dans ces prochaines discussions qui reposent sur quatre points, on n'a pas prévu d'inclure les questions de finalités de l'Union, pas plus que son rôle externe comme acteur mondial et la gouvernance européenne. La CES espère faire en sorte que ces points

soient pris en compte. De sa part, il ne s'agit pas seulement de conviction, mais de l'enjeu même de la construction du modèle social européen, notamment de la protection sociale, avec les partenaires sociaux, dans un système de co-régulation garantissant que l'union sociale et l'union économique seront intégrées sur un pied d'égalité. En ce sens, chaque fois que nous renforçons notre force d'intervention dans le secteur agroalimentaire, nous contribuons à cet objectif.

La progression de la démocratie se fait donc, et doit se faire à tous les niveaux. Lorsqu'en agriculture, une des activités où prévalent de très grandes inégalités, en particulier entre les salariés, le fédérateur syndical européen de l'agriculture parvient à négocier, avec le comité européen des organisations des exploitants agricoles, la durée moyenne de travail à 39 heures par semaine dans toute l'Union Européenne, on peut dire qu'il y a là un élément de réponse à la promotion de l'Europe sociale. Lorsque les organisations syndicales présentes dans une compagnie internationale obtiennent la création d'un comité d'entreprise européen,

y compris avec des représentants des syndicats des pays d'Europe centrale et orientale, elles font progresser le niveau d'information auquel ont droit les salariés. C'est aussi un élément de la progression de la démocratie en Europe.

La mondialisation, aujourd'hui, se caractérise par un désordre croissant. Même les Libéraux commencent à s'inquiéter du manque de régulation. Avec l'action syndicale européenne pour un régulation croissante de la mondialisation, qui va jusqu'à inclure l'organisation de l'information-consultation et la négociation collective, nous pouvons devenir des références pour les problèmes en débat dans d'autres parties du monde et, pourquoi pas, servir à la mise en place de nouveaux accords au niveau international.

Arrêtons-là ces exemples. Ils sont suffisants pour qu'on se dispense de commenter davantage les nombreuses initiatives qui concourent à la construction de la démocratie en Europe, tout en rappelant au passage que la

première de ces initiatives a été l'action conduite en France. À ce propos, il pourra être utile de lire prochainement le texte proposé par "Convictions" et actuellement sous embargo presse : "Manifeste pour un développement durable".

Disons-le en conclusion : dans un monde où faire la preuve de sa compétence économique a atteint ses limites, comme l'ont montré tragiquement les événements du 11 septembre à New York, l'Europe peut devenir une réponse à la mondialisation si nous savons construire un modèle capable de réduire les inégalités. L'Europe de la guerre froide voulait s'intercaler entre les États-Unis et le bloc communiste. Ne peut-elle pas, aujourd'hui, promouvoir une nouvelle forme de gouvernement démocratique, située au-dessus des nations ? Elle incarnerait alors la meilleure tentative actuelle pour créer un gouvernement à l'échelle du continent européen, différent de celui des États-Unis. Une tentative où le syndicalisme jouerait son rôle d'acteur pour la transformation de la société européenne et mondiale. ■

La démocratie au nord Cameroun

**Gonzague DAMBRICOURT et
Jean-Marie POUYMIROO**

prêtres de la Mission de France
Avec la participation de Florence STENUIT

Florence STENUIT, de l'Équipe nationale du Service-Jeunes, est documentaliste. Elle a pu partager pendant un mois le quotidien de deux prêtres de la Mission de France au Cameroun. Elle a pu ainsi leur poser quelques questions sur l'engagement d'une Église du Sud dans la lutte contre la corruption pour une meilleure démocratie. Gonzague DAMBRICOURT et Jean-Marie POUYMIROO sont, depuis plus de 30 ans, au service du développement et de l'autopromotion des populations de l'Extrême-Nord du Cameroun, dans le diocèse de MAROUA.

— Comment se vit la "démocratie", chez vous, au Nord Cameroun ?

Ici, la démocratie, c'est une chose nouvelle. Elle n'est pas intégrée à la vie, à la coutume. Autrefois, il y avait des chefs avec leurs notables. Ils étaient chargés de la vie du village (du politique). Les chefs existent toujours et ont toujours un pouvoir fort. Ce sont eux qui décident de beaucoup de choses. Certains même ont encore un pouvoir absolu sur leur "sujets". La population trouve cela nor-

mal... « *Je ne suis pas d'accord avec lui..., mais c'est mon chef* ».

C'est dans ce contexte qu'est né l'État moderne. Il ne faut pas s'étonner que beaucoup veulent être chefs. Si on a un peu de pouvoir, c'est d'abord pour en profiter, pour se servir. Il y a au Cameroun 147 partis politiques, avec 147 chefs de partis qui espèrent arriver à devenir des chefs dans le pays. On n'a pas encore compris le lien qu'il devrait y avoir entre le "Chef" et le Service. Quand on parle des gens bien placés, la population dit qu'ils sont à la "mangeoire". Le bien commun est entre les mains du chef. Il en fait d'abord son bien qui passe après mon bien.

— Quels sont les efforts qui se font pour aider la démocratie à naître ?

L'Église de Maroua essaye de travailler à cela. Ce travail se fait aussi bien dans la pastorale liturgique que dans la pastorale de la promotion humaine. Les efforts portent sur beaucoup de points. On peut en dégager les principaux :

- **Dans la famille.** Il faut que la famille devienne une école de démocratie. Souvent l'homme y est un chef absolu, il commande sans rien demander à sa femme. L'argent qu'il gagne est pour lui, et non pour assurer le nécessaire de sa famille. Il dépense son argent et donne les miettes à la famille. Aussi un très gros effort est-il fait auprès des couples pour que l'homme et la femme grandissent ensemble, pour un véritable partage des responsabilités dans la famille, pour le dialogue entre mari et femme. Ce n'est pas facile, cela ne va pas dans le sens de la "coutume".

- **Dans les communautés chrétiennes.** Il y a un effort pour que tous aient une place, avec des responsabilités réelles. Il faut que le prêtre sache partager sa responsabilité, qu'il ne soit pas le "chef" de la communauté. Ce n'est pas toujours facile. Il y a un effort à faire pour que les responsables prennent de plus en plus leur place, il faut multiplier le nombre de responsables pour que tous puissent avoir une parole à dire dans la communauté.

- **Dans les groupes et les associations.** C'est le Comité Diocésain de Dévelop-

pement qui fait ce travail, un travail de promotion humaine.

Un objectif important consiste à aider les groupes et les associations à naître et à se structurer. Il faut que ces groupes se donnent un règlement écrit, que ce règlement soit appliqué, qu'il y ait dans le groupe des évaluations et que les sanctions soient appliquées. Le choix des responsables se fait par les membres du groupe. Pour favoriser le meilleur choix des responsables, il est rappelé que ce choix doit être fait en fonction du travail à faire, et non pour l'honneur ou le pouvoir qu'il donne. Être responsable, ce n'est pas un grade, mais un service pour un temps limité. C'est pourquoi les responsables sont élus pour un temps. Ils devront laisser la place à un autre en essayant de former des successeurs qu'ils auront pris le temps de former.

Les responsables doivent apprendre à rendre compte au groupe de leur travail. Ils doivent établir un dialogue avec les membres du groupe pour que tous aient droit à la parole et soient écoutés. Quand le responsable est en place, il faut encore l'accompagner pour

qu'il remplisse bien sa tâche. Cela demande un long travail de formation et d'accompagnement.

Nous pensons qu'accompagner des gens pour devenir responsables, c'est promouvoir la démocratie et la promotion humaine. C'est notre façon de travailler à faire naître une "Société Civile".

Tout cela a l'air d'être une chose normale. Mais ici, dans notre contexte, ce sont des choses nouvelles... Et comme tout ce qui est nouveau, cela demande un long apprentissage. Le diocèse travaille dans ce sens.

— Quel est le rôle de l'Église officielle dans ce contexte ?

Les évêques du Cameroun s'intéressent aux hommes et aux femmes, à leur vie de tous les jours. Aussi ils ont écrit plusieurs lettres pastorales sur l'avenir du pays.

C'est ainsi qu'en janvier 1988, ils ont fait une lettre pastorale qui a pour titre : *"L'engagement des laïcs dans la vie de la nation"*.

Ils écrivent : « *Le travail des chrétiens dans le social et le politique est une chose normale. C'est à cause de leur foi qu'ils doivent le faire. La vie chrétienne doit éclairer toute leur vie. Chez les chrétiens, la Foi et la vie doivent marcher ensemble. L'Évangile est une lumière pour toute la vie, y compris la vie politique et sociale* » (n° 2). Un peu plus loin, ils écrivent (n° 11) : « *La vie politique a pour but la recherche du bien de tous, du "bien commun", et non la recherche de bénéfice personnel, cela à partir du Président de la République jusqu'au simple citoyen* ». Ils disent encore (13) : « *L'Église pense que l'éducation à la formation politique est nécessaire à tous, particulièrement aux jeunes. L'Église demande aux hommes de bonne volonté, qui en sont capables, de se former en politique* ».

À la Pentecôte 1990, les évêques ont fait une lettre sur "*La crise économique dont souffre le pays*". (2) : « *Nous voulons chercher avec vous comment nous pouvons trouver une vie meilleure, une vie moins difficile, en mettant plus de justice et de paix* ». Mais ils ajoutent (29) : « *La formation des hommes s'impose comme la priorité des priorités. Elle est d'abord morale. Le pays a besoin de techniciens et de cadres qui aient*

pour règle de vie l'intégrité morale et la conscience professionnelle. »

Le 3 septembre 2000, les évêques ont publié une lettre pastorale sur "*la Corruption*". Cette lettre a été plus ou moins bien reçue. Certains ont reproché aux évêques de faire de la politique.

— Quel est l'impact de ces documents dans le pays ?

Cette dernière lettre a particulièrement fait beaucoup parler. Aussi bien dans le monde politique que civil. Elle a été l'occasion de prises de position dans beaucoup de journaux.

Ici, notre évêque a envoyé la lettre au gouverneur (super préfet) qui la lui a renvoyée avec petit mot qui demandait à l'Église de "balayer devant sa porte". (Ce Gouverneur n'est pas musulman mais catholique non pratiquant).

Cette lettre a servi dans beaucoup de communautés à réfléchir sur la corruption, ses causes, ses conséquences et ses moyens de lutte.

— Quels sont les efforts faits par la population pour lutter contre la corruption ?

Il ne faut pas oublier que le Cameroun a été classé par "Transparency International Agency" parmi les cinq pays les plus corrompus au monde. Cela veut dire que la corruption est partout, que l'on vit dans la corruption. Il est donc très difficile de lutter contre ce mal qui se trouve partout. Dans la lettre contre la corruption, les évêques en ont donné quelques exemples. Nous en reprenons quelques-uns ici. Mais avant de les reprendre, il faut préciser que les chiffres donnés sont en francs cfa. Que 100 f/cfa vaut 1 f français ; que le salaire mensuel de base d'un manœuvre est de 25 000 f/cfa soit 250 f français.

Je veux voir le **médecin**. J'ai l'argent de la consultation : 2 000 f/cfa. Mais on exige que je donne en plus 5 000 f/cfa. Si je ne le fais pas, l'enfant ne sera pas soigné... Qu'est-ce que je peux faire... refuser de corrompre et mon enfant meurt... Ma conscience me dit que je ne dois pas corrompre. Ma conscience me dit que je dois soigner mon enfant. Je suis

bien obligé de donner. Mais il faut que les gens, après avoir donné, sachent dénoncer cette corruption... Cela n'est pas facile... Dénoncer à qui... quand tout le monde est dans le coup ? Si on veut dénoncer, il faut que plusieurs personnes se mettent ensemble pour créer un rapport de force. Seul, on ne peut pas lutter contre cette corruption.

Que vais-je faire quand le **jugé** me dit : « *Si vous me donnez 500 000 f/cfa, votre frère sera libéré. Si vous me donnez 250 000 f/cfa, il aura un an de prison. Si vous ne me donnez rien, il aura le maximum de la peine* ». Quand la justice est corrompue, on ne sait plus ce qu'on peut faire...

Au lycée, un proviseur demande 20 000 f pour inscrire les élèves dans son établissement. Les parents ont payé... Mais ils se sont réunis, ils ont fait la liste de ceux qui avaient payé et qui ont accepté de signer. Avec cette liste, onze parents sont allés voir le sous-préfet pour demander qu'on leur rende leur argent... Mais l'affaire n'a pas eu de suite car quelques jours plus tard, le proviseur mourait dans un accident de voiture.

On ne peut pas citer tous les cas de corruption... Si je veux gagner un marché public, celui qui est là dit : « *Tu vas gagner... il me faut 20 % (voir même 50 %) du marché... Ma signature, cela se paye* ». Dans de telles conditions, le pays ne peut pas avancer... L'argent de l'État est détourné.

Actuellement, avec la "réduction de la dette", le Cameroun devrait investir dans le social pour 223 milliards de francs cfa. On se demande combien de millions arriveront à la base pour la réduction de la pauvreté.

Il ne faut pourtant pas désespérer. On trouve des personnes qui essayent d'être justes, de lutter contre la corruption. Il y a des responsables qui font leur travail sans rien demander en plus. Il faut les soutenir mais ce n'est pas facile car si, à leur tour, ils ne donnent rien à leur chef parce qu'ils n'ont pas "bouffé", ils risquent d'être mis à la porte.

Dans les rencontres, tout le monde parle de la corruption ; tout le monde la dénonce ; mais tout le monde la pratique. Les jeunes disent : « *La corruption, c'est du vol, mais quand je serai grand, je ferai pareil* ».

— Pratiquement que faire contre cette ambiance de corruption ?

Il faut trouver la racine du mal... et s'y attaquer... Mais comment ?

Nous avons dit qu'un **chef a un pouvoir absolu**. Il est normal qu'il se serve. Un proverbe dit : « *La chèvre broute où elle est attachée* » (nous ajoutons : pas plus loin que la corde).

L'argent n'est pas encore intégré à la vie. Pour beaucoup, l'argent c'est la chance... J'ai une place, il faut que j'en profite... Les gens disent facilement « *je cherche l'argent* » et non pas je travaille pour avoir de l'argent. La **gestion n'existe pas** encore... j'ai... je dépense... je n'ai pas... je me débrouille. Il y a de l'argent dans la caisse du groupe, je prends... plus tard, je rendrai... mais avec quoi ? **J'ai la chance** d'être près d'une source d'argent... je me sers...

Pour lutter contre, il faudrait que les coupables soient punis. Il faudrait que l'État sanctionne ceux qui acceptent et pratiquent la corruption. Mais cela ne se fait pas... car il

faudrait punir trop de gens importants... L'État parle de lutte contre la corruption. Il arrête même quelques personnes, sous couvert de corruption ; mais si on regarde bien, elles sont arrêtées pour d'autres motifs qu'on cache (opposition).

Pour lutter contre tout cela, il faut un gros effort de sensibilisation et de formation des communautés. Il faut aider les gens à voir le lien entre travail et argent... aider les gens à faire des comptes, aider les gens à prévoir, à faire des projets, aider les gens à épargner avant de penser au crédit, etc..

Un autre moyen, à long terme, de lutter contre la corruption, c'est l'école. Il faut que les jeunes soient formés, qu'ils soient capables de lire, d'écrire, de parler le français qui est la langue officielle. Celui qui n'a pas été à l'école, ne peut pas se défendre, il n'a pas droit à la parole et n'est pas écouté. Mais l'école, cela ne va pas de soi... Pour certains, c'est perdre son temps, alors que les enfants peuvent garder les animaux en brousse. Il faut savoir qu'ici, au Nord Cameroun, 44 % des garçons ont été inscrits à l'école, contre

10 % des filles... Et on dit inscrits, cela ne veut pas dire qu'ils y ont été, ils ont été simplement inscrits. Il y a donc un très gros effort à faire pour sensibiliser les parents, pour que les parents voient la nécessité de savoir lire et écrire... Il est important que les parents veuillent l'école pour leurs enfants... Ce n'est pas gagné d'avance... Ils se demandent à quoi sert l'école si on ne peut être ministre ou directeur d'entreprise. Quand les parents sont décidés, ils sont capables de participer à la construction des classes, à indemniser les "enseignants". C'est alors que l'école peut se construire et que l'alphabétisation peut commencer.

Devant la "pauvreté", on a tendance à "faire tout cadeau". C'est aller contre la promotion de l'homme. On ne l'aide pas à grandir. Il faut toujours demander une participation qui ne soit pas trop importante, qui peut être en argent ou en nature, mais une participation. Si on fait tout cadeau, on augmente l'idée de "chance". On n'aide pas l'homme à grandir : *« La main qui reçoit est toujours en dessous de celle qui donne ».*

— Comment résumeriez-vous votre travail, le travail de l'Église ?

Nous essayons de rendre les membres des communautés et tous les hommes de bonne volonté de plus en plus responsables. Nous parlons d'**autopromotion**. Cela veut dire que c'est aux gens de se prendre en charge. Ils doivent réfléchir à leur vie, chercher comment la rendre meilleure, travailler à la rendre plus humaine. Notre travail est sim-

plement de les accompagner. S'ils sont décidés à agir par des actes concrets, on continue à être près d'eux.

À travers ce travail d'autopromotion, nous voulons rendre nos communautés humaines et chrétiennes plus vivantes ; nous voulons permettre à chacun de vivre mieux avec les autres, dans la Paix et la joie de Dieu.

Novembre 2001

Note : Nous, Gonzague et Jean-Marie, parlons à partir du diocèse de Maroua, capitale de la province de l'Extrême-Nord, l'une des dix provinces du Cameroun. C'est la plus peuplée avec 2 500 000 habitants, dont environ 30 % de musulmans, 10 % de chrétiens et 60 % d'animistes. Au recensement de 1987, à l'Extrême-Nord, 75 % d'hommes et 90 % de femmes étaient analphabètes. L'Extrême-Nord, pays de savane (avec une saison de pluies de quatre mois et une saison sèche d'environ 8 mois), touche le lac Tchad au nord, le Nigeria à l'ouest et le Tchad à l'est. Nous sommes à plus de 1 000 km de Yaoundé, la capitale, pays de forêt.

La politique est l'oeuvre de tous¹

par Anne de BOISSIEU

Anne de BOISSIEU, de l'association Galilée, fait partie de l'équipe Grand Parc du diocèse de Bordeaux. Mère de famille et enseignante, elle nous rend compte de sa réflexion sur l'engagement politique à la suite de son expérience de conseillère municipale.

Le mot "citoyenneté" a bien meilleure presse que le mot "politique". C'est le mot à la mode pour dire la place à tenir par chacun dans la cité, dans le monde, tandis que le mot "politique" a une connotation négative. Vous pouvez m'objecter que politique et citoyenneté c'est la même chose puisque c'est le même mot : l'un vient du grec et l'autre du latin... Mais leur image est aujourd'hui différente : la citoyenneté évoque "l'agir avec", l'action à la base, alors que la politique est perçue comme un "agir pour", comme un pouvoir sur les

1. Commission sociale des évêques de France, *Politique : affaire de tous*, 1991.

choses et les personnes. Et c'est de mon modeste point de vue sur politique et démocratie que je voudrais vous faire part.

La question qui me taraude est "Comment faire vivre la démocratie ?", avec comme question subsidiaire "Comment réhabiliter la politique ? Est-ce possible de la ré-enchanter ?". Car si, au niveau mondial, l'extension géographique de la démocratie est indéniable, à l'inverse il me semble que, s'agissant de son contenu, elle piétine et même qu'elle aurait tendance à régresser. Pour illustrer cette affirmation, je ne donnerai que deux exemples sur des registres bien différents : la progression régulière de l'abstention aux différents scrutins en France, comme ailleurs en Europe, et le peu de souci du droit dans la lutte contre le terrorisme aux États-Unis depuis le 11 septembre dernier.

Comment faire vivre la démocratie ? La question se pose à tous les niveaux :

- Au niveau mondial, c'est une évidence, la globalisation actuelle n'engendre pas la démocratie ! Le Forum social mondial de Porto Alegre, qui s'est tenu aux mêmes

dates que le Forum économique mondial, avait bien pour objectif une nouvelle fois de dénoncer cela ; il a réuni quelque 2 000 mouvements de la société civile et a été sans nul doute un lieu de débat et de rencontre de tous ces réseaux de mobilisation citoyenne. Mais comme le disait l'éditorial *du Monde*, le 6 février dernier, parlant de ces deux forums, « *Un gouffre les sépare. [...] Deux mondes se sont exprimés ; ils ont laissé éclater, les uns et les autres, leurs contradictions internes ; ils ne sont pas près de se rencontrer sur des projets de réformes. Dommage.* ».

- Au niveau de l'Union Européenne, le déficit de démocratie est une évidence aussi. Au cœur de la question de l'élargissement de l'Union et de celle des institutions, il s'agit de savoir quelle Europe nous voulons. L'Union Européenne se limite-t-elle à la monnaie unique ?
- Nous sommes ces temps-ci interpellés au niveau national avec les élections présidentielles et législatives toutes proches : on a notre mot à dire, voter c'est exercer notre responsabilité, c'est décider de no-

tre avenir (bien modestement). Et pour choisir, prenons le temps de comprendre, de débattre.

- Au niveau local, la démocratie est à la fois désirée et souvent bafouée. C'est sans doute le niveau le plus abordable, celui de sa commune, même si la situation est bien différente selon sa taille. Comment ne pas donner carte blanche à nos élus pour six ans ? Le maire n'est-il qu'un gestionnaire ? Comment favoriser une démocratie participative ? Les conseils de quartiers par exemple se veulent un outil pour plus de démocratie : ils peuvent constituer des expériences remarquables à condition qu'ils ne soient pas détournés de leur finalité en étant transformés en opérations de marketing politique. Le développement de l'intercommunalité et le fort accroissement des compétences des institutions intercommunales posent aussi un vrai problème de démocratie.

À ces différents niveaux, je suis pour résister au sentiment d'impuissance, à la logique du on-n'y-peut-rien. C'est peut-être là le signe le plus fort de Porto Alegre : l'émergence en

quelques années d'ONG internationales qui se sont imposées comme interlocuteurs des États et des firmes les plus puissantes.

Mesurons la chance que nous avons de vivre en démocratie et ne laissons pas cette réalité perdre de sa consistance, de sa saveur. Ne laissons pas le sel s'affadir. La démocratie est toujours à créer, à conquérir ; chaque époque est amenée à la réinventer pour elle-même. Mon regard sur la politique, mes interrogations sur la démocratie, ma conviction qu'on peut faire quelque chose, d'où cela me vient-il ? Je suis, sans nul doute, très fortement marquée par mon bref passage au conseil municipal de Bordeaux (1995-1998). Je peux, peut-être, vous en faire brièvement le récit :

◆ **Avant 1995**, comme beaucoup de ma génération, j'étais plus portée du côté de l'engagement associatif, aux facettes diverses : Amnesty International, association de parents d'élèves, association de solidarité... J'étais sensible aux richesses et mais aussi

aux limites de l'action associative. Mon attitude vis-à-vis de la politique était banale : une grande ignorance, une déception générale, un jugement très négatif sur les partis politiques, tous aussi archaïques... J'étais aussi marquée par mes liens avec des prêtres de la Mission de France, par leur engagement syndical et parfois politique, par mon désir d'une Église de plein vent, d'une foi en actes.

◆ **Comment je me suis retrouvée élue en 1995 ?** J'étais alors très impliquée dans le réseau des animateurs d'aumônerie qui regroupait, comme souvent, beaucoup de militants associatifs. Certains se battaient contre le projet du métro à Bordeaux dans une association intitulée Trans'CUB (la CUB, c'est la Communauté Urbaine de Bordeaux). Et je participais de loin à cette action. Et voici que D. Teisseire, le responsable de cette association, me demande d'être sur la liste "Trois Bordelais, le réveil" qu'il a montée avec un ancien du Parti Socialiste et un écologiste, une liste répertoriée "sans étiquette" ou "divers gauche". Ce copain cherchait une femme candidate. Un argument qui a eu

beaucoup de poids pour moi ! Nous étions en avance d'une élection : on ne parlait pas encore de parité ; mais on revendiquait déjà une plus grande place pour les femmes en politique, de sorte que le jour où l'on me proposait de monter au créneau, je ne voulais pas me défilier, même si je n'y connaissais rien... "Oser, risquer, faire confiance", voilà ce que je me répétais... C'était pour moi un défi que de passer le "cran" du politique. Notre liste a obtenu près de 16 % des voix. Nous avons eu cinq sièges.

◆ **1995-1998.** Ce fut un brusque plongeon dans le monde politique (local) : une complète initiation, que j'ai trouvée passionnante. Je n'avais auparavant jamais assisté à une séance d'un conseil municipal, mon ignorance était totale. Il m'a fallu tout découvrir : les structures, les nombreux acteurs, les dossiers, les modes de fonctionnement, les médias. J'y ai appris, sur le tas, à prendre la parole comme élue d'opposition, face à A. Juppé ; leçon d'humilité, de détermination aussi. J'ai trouvé beaucoup d'intérêt dans l'approche de réalités très diverses concer-

nant la culture – statut de l'Opéra, bibliothèques –, le cinéma avec l'ouverture des multiplexes, le sport – subventions aux Girondins, piscines... –, mais aussi le social – les gens du voyage, les régies de quartier, les jardins familiaux, la prévention de la délinquance, le contrat local de sécurité, les emplois jeunes –, ou encore les finances, l'urbanisme...

Mais, au fil du temps, des divergences de fond sont apparues : D. Teisseire se réinvestissait presque exclusivement dans le combat pour les transports, pour un meilleur tramway. Et son objectif principal, s'il était élu, était l'accès à l'information pour son association Trans'CUB. Il refusait que celle-ci, qui nous avait envoyés dans l'arène, évolue vers un rôle plus politique ; en revanche, cette association demandait son agrément pour la défense des consommateurs ! Je mesurais combien le fossé était grand entre le rôle d'un contre-pouvoir associatif et celui d'un élu d'opposition. Je me retrouvais dans un travail solitaire qui peu à peu perdait son sens. Nous ne faisons pas de bilan à mi-mandat, notre programme élaboré pour les élections était parti aux oubliettes, nous ne définissions pas

de priorités pour la suite, nous n'avions pas de réflexions sur les choix à faire pour les élections à venir.

Voilà ce qui m'a acculée à démissionner : j'estimais être élue pour pouvoir agir, je ne l'envisageais pas sans un travail d'équipe, s'appuyant sur une association locale, relais indispensable pour être à l'écoute des gens, pour avoir des personnes avec qui travailler et pour pouvoir communiquer sur ce que nous faisons. Il me semblait qu'au niveau local, une structure associative pouvait être un bon relais, plus souple, avec moins de contraintes qu'un parti politique, nous permettant d'avoir un rôle d'aiguillon. L'association Trans'CUB n'a pas su, n'a pas voulu passer d'une revendication précise à une visée plus globale sur la chose publique ; or le combat politique est par nature "généraliste". Cette expérience d'avoir tenté de faire de la politique "autrement", je ne la regrette pas !

◆ **Et depuis...** je n'arrive pas à fermer la parenthèse marquée par cette expérience, en dépit de mon échec : échaudée, je

ne suis pas écœurée ; bien au contraire, j'y ai pris goût ! Mon intérêt pour les choses de la cité demeure et je suis plus que jamais persuadée qu'il faut changer la politique, qu'elle ne doit pas être l'exclusivité de professionnels, qu'il faut par exemple se battre contre le cumul des mandats et pour un "statut" de l'élu. Comment réduire ce fossé qui sépare les élus des citoyens ?

Mes liens avec le Parti Socialiste m'ont fait figurer sur la liste PS aux municipales de 2001 comme "candidate d'ouverture" – en position non éligible ! – tandis que parmi "les trois Bordelais", l'écologiste qui avait entre temps rejoint les Verts en même temps que Noël Mamère a mené une liste Verts (qui a recueilli 9,6 % des voix), D. Teisseire qui a mené sa propre liste n'a eu que 3,7 % des voix et n'a donc pas été réélu ; quant au troisième il ne se représentait pas. Ce bilan, six ans après, est pour moi important car il indique que cette tentative de faire de la politique autrement n'a pas été viable, pas seulement pour moi mais pour notre groupe ; alors que le nombre des gens qui avaient voté pour notre liste traduisait bien une attente des citoyens.

Alors si ma réticence vis-à-vis des partis politiques demeure vive, ma perception de leur rôle a évolué : ils m'apparaissent plus incontournables, mais toujours aussi pleins de défauts... Si je voyais bien leur rôle indispensable au niveau national, pour les élections législatives par exemple, j'ai cru qu'il y avait un espace possible, à côté d'eux, au niveau local. Il existe d'autres villes où cela est expérimenté ! La question pour moi actuellement est de choisir entre rester simplement sympathisante, sur le "seuil", ou franchir le pas et adhérer, maintenant que je suis plus avisée. En aurai-je le courage ?

Par ailleurs, dans mon boulot de prof en lycée professionnel, même si les maths ne semblent pas la matière la plus appropriée, je mets l'accent sur l'éducation à la citoyenneté, sur l'apprentissage de la démocratie. C'est par exemple, avec une collègue, emmener des élèves de BEP à une séance du conseil municipal parce que la commune figure à leur programme de droit, et mener un travail interdisciplinaire où les maths ont leur place. Mais oui ! Proportionnalité, pourcentages, statistiques ne sont pas étrangers à la démocratie. D'ailleurs,

qu'est-ce donc qu'un scrutin proportionnel au plus fort reste ? Ce fut l'an dernier l'organisation d'un voyage au Parlement Européen à Bruxelles dans le cadre d'un "Projet Pluridisciplinaire à Caractère Professionnel" (PPCP) et, pour préparer ce voyage, l'intervention au lycée d'un député européen de Bordeaux. Cette année, notre PPCP porte sur la défense de l'environnement, avec la visite d'une usine de traitement des déchets, l'intervention d'un militant d'une association de défense de l'environnement... et bientôt la participation au nettoyage des plages à Biarritz.

Loin de moi l'idée de nier les obstacles pour réhabiliter la politique, pour réduire cette distance croissante entre les gouvernants et les citoyens. Je citerai brièvement :

- la perte de crédit des gouvernants, le comportement de certains élus, ces "affaires" qui occupent toute la scène médiatique,
- la complexité croissante de nos sociétés et leur interdépendance, la prolifération des lois et des règles,

- la difficulté à opérer des réformes profondes et nécessaires,
- le sentiment de ne pas avoir prise sur la réalité, d'être dirigés par une technocratie lointaine,
- la rapidité des évolutions techniques...

Alors pourquoi chercher un engagement politique, plutôt qu'un engagement associatif ? Où m'investir aujourd'hui ? J'ai envie de dire de façon un peu simplifiée que l'associatif, c'est "agir avec les autres pareils que moi", c'est parce qu'on est "pareil" qu'on fait force, les utilisateurs de vélos, les parents d'élèves, les joyeux randonneurs du dimanche, les opposants au métro ; tandis que le politique c'est "vivre ensemble, tout le monde", les riches et les pauvres, les malades et les bien portants, c'est-à-dire "les autres différents de moi", y compris les chômeurs, les SDF, les handicapés, les gitans... Et pour moi cette différence entre l'associatif et le politique s'apparente à celle que l'on peut faire entre l'amitié – où il y a élection – et la fraternité : je ne choisis pas mon frère, il m'est donné ; il est mon frère, quoi qu'il fasse. Il n'y

a pas de hiérarchie de valeurs entre les deux mais dans l'amitié et dans la fraternité, ma démarche n'est pas la même, mes attentes ne sont pas les mêmes. Pour moi, il en est de même entre un engagement associatif et un engagement politique, et je pense que cela explique la difficulté, évoquée tout à l'heure pour une association, de passer d'une revendication précise à une visée plus globale sur la chose publique ; ce n'est pas la même attitude qui sous-tend l'action. Il ne s'agit pas de les opposer ou de les hiérarchiser ; les deux sont complémentaires. La démocratie politique a besoin de plus de démocratie sociale.

Liberté, égalité, fraternité... peut-être nous faut-il aujourd'hui davantage penser à la fraternité. La Commission sociale des évêques nous le rappelait l'an dernier avant les élections municipales : « *Les prochaines équipes municipales devraient pouvoir donner plus de consistance à la fraternité, cet idéal de notre devise républicaine, cette valeur fondamentale du message évangélique.* » Et je me retrouve dans ce qui est écrit dans la Déclaration de la commission sociale de l'Épiscopat, *Réhabiliter la politique* (1999) : « *Il est urgent de*

réhabiliter [la politique] et de repenser en tous domaines [...] un rapport actif entre la politique et la vie quotidienne des citoyens. La politique a en effet comme ambition de réaliser le "vivre ensemble" de personnes et de groupes qui, sans elle, resteraient étrangers les uns aux autres. » (n° 7 et n° 8). Et il nous faut non seulement penser aux plus démunis et aux plus faibles, mais aussi prendre en compte les générations futures.

Or on assiste aujourd'hui à un repli sur le court terme. Analysant les manifestations récentes et la question de répartition des revenus qu'elles soulèvent, J.-P. Fitoussi écrivait récemment dans *le Monde* « *On glisse ainsi d'un principe d'égalité-cohésion – qui est au fondement même de la société – à un pseudo-principe d'égalité-individualisme : pourquoi lui et pas moi ?* » Et il poursuit son article en dénonçant deux évolutions amenant à cet état de la société : la conversion à un libéralisme mal pensé et le renoncement du politique à tracer le chemin. « *Or la fonction centrale du politique est de montrer l'avenir, de mettre en scène le futur. Comment va évoluer le système de santé en notre pays ? Celui de l'éducation ? De la justice ? ...*

Quel principe va déterminer l'échelle des rémunérations ? » La question est complexe, elle concerne le long terme. « *Il s'agit surtout de préparer l'avenir, de mettre la réforme au service d'un projet, d'avoir une ambition qui ne soit pas seulement de gestion. Il faut donc en débattre sérieusement. [...] Mettre en scène le futur, c'est exposer clairement les alternatives, en analyser les conséquences en termes de cohésion comme d'efficacité et demander aux populations de choisir.* » Cette importance du débat démocratique est aussi soulignée par Yves Michaud, le philosophe concepteur de l'Université de Tous les Savoirs : « *Il existe un fort déficit de la réflexion dans le débat public actuel. Il y a beaucoup de slogans, beaucoup de simplismes et beaucoup de démagogie, en raison notamment du poids de l'opinion publique et du cercle pervers formé par les médias et l'opinion – les médias reflétant l'opinion, qui elle-même reflète ce que disent les médias.* » (*Le Monde*, 3-4 février 2002)

Il est urgent d'œuvrer pour une démocratie plus participative. Je citerai à nouveau *Réhabiliter la politique* : « *Il faut une démocratie de participation. Le champ est considérable de la participation des citoyens aux décisions qui leur sont les*

plus proches : l'école, le logement, la santé, les transports... La démocratie s'apprend par la pratique tout au long de la vie. Une société d'assistance peut mener à l'irresponsabilité ainsi qu'à la dégradation, voire la mort de la démocratie... » (n° 21). Et nous sommes ramenés à la question de l'articulation entre le politique et la "société civile". À travers ce que j'ai pu lire ces temps-ci à propos de Porto Alegre et d'Attac, je retrouve les mêmes interrogations qu'au niveau local. Les ONG ont certes une légitimité à porter les voix de la société civile internationale, mais leur représentativité est discutée. Elles représentent des minorités agissantes qui poursuivent des objectifs contradictoires. Dans le même temps, elles expriment les aspirations de nombreux citoyens. En France le succès d'Attac est énorme : créée en 1998, cette association compte aujourd'hui 30 000 adhérents, quelque 220 comités locaux et est présente dans une quarantaine de pays. Au début, sa notoriété a été assurée par une revendication très ciblée : la défense de la taxe Tobin. Mouvement d'opposition, championne des "anti", elle va jouer sa crédibilité sur sa capacité à se muer en force de proposition. Et les risques

de récupération sont là, surtout en période électorale. Quant au verrouillage des statuts, s'il résulte de l'histoire personnelle de ses fondateurs échaudés par des expériences passées, s'il est facteur d'équilibre politique entre eux, il n'est pas sans poser de question sur la démocratie interne de l'association. Celle-ci se cherche et une Conférence nationale des comités locaux a vu le jour ; mais l'exigence de démocratie émanant de la base ne peut que grandir. Or la promotion de la démocratie internationale ne peut être crédible que si les

ONG s'appliquent à elles-mêmes des méthodes de fonctionnement démocratique.

Ces réflexions à partir de ma brève expérience de petite élue d'opposition ont, je l'espère, montré que l'enjeu de la politique à tous les niveaux c'est la démocratie. Je le crois, la politique peut être une bonne nouvelle : c'est tenter d'humaniser notre monde ; c'est construire ensemble les conditions de cette attente active du Règne de Dieu qui vient.

Si cela peut donner quelques idées... ■

”Deviens un homme politique”

par Emmanuel BODINIER

**Emmanuel BODINIER, 25 ans,
est ancien élève de Sciences Po'
à Grenoble.**

**Jeune, il nous fait part de la
découverte et de l'expérience
du politique.**

**Il est actuellement assistant à
l'Union régionale des Centres
sociaux de la région Rhône-Alpes.**

*« Je me saisis du royaume de ce monde
comme fait le soleil
Bien que je n'aie troupes ou cavaliers. »*

Jalâloddîn Rûmî

Comment aborder cette large et grande question qu'est la politique ? J'ai beau chercher : je ne trouve pas la bonne porte d'entrée ! Ou alors j'en trouve trop. Ma vie est un trop plein politique et tous les événements de la vie sont emplis de politiques les plus diverses. Comment évoquer encore cet insaisissable aspect de notre culture sans retomber

dans des redites ou des banalités insondables ? Après une heure de débat, l'un de mes profs de l'IEP de Grenoble avait atteint un sommet de pertinence scientifique en définissant la politique comme « *ce qui est considéré collectivement comme politique par une population donnée* »... Et puis, j'ai retrouvé les écrits de ce magnifique poète persan que fut Rûmî, mystique médiéval (presque) incomparable – bien éloigné du sang qui a coulé depuis dans ces lointaines vallées d'Asie centrale. Il m'a donné une clé un peu rouillée certes mais qui peut encore ouvrir bien des portes du château de la politique à qui veut bien se l'approprier : **Comment se saisir du royaume qui s'offre à nous le temps d'une vie ?**

En guise de réponse, nos traditions guerrières nous induisent immédiatement en erreur. Il faudrait des "troupes ou des cavaliers" pour prendre possession du royaume. Il faudrait prendre les armes, qu'elles soient militaires, technologiques ou médiatiques. Celui qui les possède pourrait accéder au pouvoir et ainsi devenir roi. Je crois pour ma part que les maîtres du monde sont des Don

Quichotte à l'assaut de leurs propres imaginaires. Seule notre "servitude volontaire" nous pousse à croire à une telle mythologie où l'on serait sauvé par la conquête du royaume. Pour quoi faire ? Pour y construire un monde meilleur que celui qui l'a précédé ? Encore faudrait-il avoir le monopole du Bien...

Avec Rûmî et comme d'autres, je veux croire que ce n'est pas la force qui doit nous permettre de nous saisir du royaume mais la lumière. Agir en Homme politique, ce n'est pas se battre pour une cause mais en permanence trouver chez chacun la lumière pour éclairer un peu plus nos mondes trop souvent masqués par les ombres des armes. Chaque personne est riche d'une lueur permettant de rendre le monde plus lumineux. À nous de la trouver !

Avec une telle définition, je me suis alors posé une question épineuse : quelle fut ma première expérience politique ? Rien à voir avec l'accession à un statut ou à un pouvoir. Ni le souvenir de tel ou tel événement politique ma-

jeur. Je crois que l'expérience politique m'a d'abord été offerte dans la communauté Emmaüs où mon père travaillait. J'avais à peine dix ans et Marcel, un compagnon, m'a offert nombre de ses heures pour m'apprendre à jouer aux échecs. Rien que de très banal en apparence. En réalité, ce fut profondément marquant pour moi, bien plus que toutes les élections qui ont pu se dérouler depuis lors. Ce fut l'une de ces graines qui mettent des années à germer avant qu'on ne réalise qu'elles nous ont permis immanquablement de fleurir notre vie. Première expérience de "retournement", ce fut une transformation vécue, peu transmissible par la parole et pourtant, une de ces graines qui élargissent le regard et ses horizons car elles révèlent à quel point toute personne est irréductiblement digne. Mes amis québécois ont raison de penser que les personnes pauvres ne sont pas démunies. Elles sont bel et bien munies et peuvent nous fortifier grandement. Cette rencontre est aujourd'hui "ma" preuve que nous devons apprendre à vivre ensemble en reconsidérant et en partageant nos richesses communes et singulières. Et il m'arrive de temps à autre de retrouver dans ma

mémoire le visage de celui qui m'a le premier appris "les échecs", l'un de ces hommes sans feu, ni lieu. Un homme de la route.

Vivian Labrie, une "éclaireuse" dont j'ai eu le bonheur de croiser le chemin, me faisait remarquer un jour que dans les contes, le héros n'est jamais le roi mais celui qui fait le plus de chemin dans l'histoire, un chemin qui aboutit souvent d'ailleurs au cœur du royaume. Les tenants du siège (sénatorial ? Saint ? du conseil d'administration ?) ne changent rien. Ce sont les nomades qui font bouger – par leurs histoires et leurs rencontres – le roi, la reine, la cour et leurs petits soldats. Pour moi, agir en politique c'est cela : apprendre à tracer un chemin qui mène mon destin individuel vers la découverte et parfois la transformation des aventures collectives.

Ce chemin ressemble à une spirale dont je ne discerne pas toujours la profondeur. Il est si difficile de retrouver avec une certaine vérité les étapes qui fondent ce que je suis aujourd'hui. Des parents engagés, une famille nombreuse, un milieu culturellement favori-

sé, un quartier stigmatisé, populaire et vivant, une certaine adéquation avec le moule scolaire... Ma vie de jeune adulte a débuté par l'opportunité saisie d'un long séjour en Inde. Cette expérience jalonnée de rencontres riches et multiples ne m'a cependant jamais emmené dans des histoires collectives. Je refusais même catégoriquement de m'engager dans des actions de type humanitaire. Je ne voulais pas me donner bonne conscience face aux enfants en guenilles et sans bras mendiant trois roupies auprès de moi. Plutôt apprendre à regarder ensemble, en face et d'égal à égal l'horreur affichée et la richesse cachée. Ou inversement. L'Inde m'a ouvert bien des horizons. Elle a semé en moi bien des graines que j'ai encore à faire germer. Et elle m'a fait définitivement aimer les lointains, sources des lumières nouvelles.

C'est au Québec que j'ai découvert pour la première fois à me saisir du royaume par la lumière. Jusque là, j'apprenais à découvrir la lumière chez les autres mais pas forcément à en faire en moyen d'éclairer le monde afin de pouvoir le considérer sous un jour neuf. Dans

certains groupes communautaires et notamment au CAPMO où travaillait Vivian Labrie, j'ai appris à regarder le monde à partir des lumières de Lucienne, Yvette, Claude et des autres. Et à reconsidérer bien des réalités en nommant Produit Intérieur Doux toutes les richesses que notre royaume et son Produit Intérieur Brut ne sait pas prendre en compte. Si j'en étais resté à mes cours universitaires, j'aurais pu considérer que seule la Comptabilité Nationale, la calculette du marché, désignait ce qui nous fait riche et ce qui nous appauvrit. Dans notre royaume, un père ou une mère qui passe du temps avec ses enfants n'est pas une richesse (elle est même une charge si la personne se voit gracieusement attribuer un minima social) au contraire d'une éducatrice jeunes enfants salariée. Dans notre royaume, Johnny, vieux fou des rues chambériennes, discutant avec tous les passants et poussant la chansonnette, est un personnage inutile dont les puissants peuvent bien se passer.

J'ai découvert progressivement que notre royaume ne se pense que pour un certain

type de personnes. Il continue de préférer les individus armés aux personnes illuminées ou nomades. On veut des "acteurs" sachant jouer les rôles attribués à la naissance, des femmes et des hommes agissants, capables de contractualiser leur avenir, des êtres droits, responsables et autonomes. Dehors les handicapés, les pauvres, les clandestins, les dépendants et toute cette masse informe de personnes accrochées à la locomotive sociale. Comme s'il y avait des rails à suivre et non pas des voies à tracer. Comme si certains pouvaient s'abstraire du reste du monde et faire tourner la terre à eux seuls. Comme si nous ne vivions pas tous ensemble... Ces acteurs n'ont pour seule richesse que l'illusion de croire qu'ils ont dirigé leurs vies à la force de leurs poignets. Alors que toutes les histoires racontent que nous suivons les balises tracées par nos rencontres et que nous n'avancions qu'à la lumière des autres. Le défi de notre histoire humaine n'est pas de créer un monde idéal (qui ne réussit qu'à ceux qui édictent cet idéal), mais d'exister ensemble en conjuguant nos lumières.

C'est bien beau mais comment faire ? La tentation reptilienne dans toute expérience politique de ce type est d'oublier le déplacement intérieur préalable à la transformation du monde des autres. Armé, on peut croire qu'on peut aider les autres. En travaillant à développer sa lumière propre, l'objectif est bien plus modeste, amener les autres à retrouver en eux leur propre lumière. Ou pour reprendre une image qu'on attribue au Bouddha : *« On ne peut sortir les autres de la boue dans laquelle ils se trouvent qu'en commençant par en sortir soi-même »*. Aujourd'hui, je ne crois plus pouvoir lutter contre la pauvreté sans découvrir quelle richesse j'oublie de découvrir chez l'autre et quelle pauvreté j'oublie de combattre chez moi. De même, je ne crois plus pouvoir lutter contre la violence sans lutter contre mes peurs qui inévitablement l'alimentent. À Gênes, au moment où les hélicoptères ont commencé à tirer des bombes lacrymogènes sur l'immense défilé marchant pacifiquement, je n'avais qu'une envie : attraper mon frère et mes ami(e)s par la main et courir me réfugier. Pourtant, un mouvement de foule

amorcé par quelques personnes et ce sont les personnes faibles, âgées ou aveuglées qui se font écraser. Toute la foule s'est retenue de courir. Elle a reculé les mains en l'air, les yeux en larmes, le cœur battant. Digne et en paix. Pour une fois, la violence des puissants ne s'est pas alimentée de notre propre violence, la terreur ne s'est pas nourrie de nos peurs.

Pour conclure, j'ai retrouvé quelques mots offerts, relevés dans un recueil de communiqués du mexicain Marcos par la québé-

coise Vivian Labrie, suite à son voyage en France. Ces mots sont une invitation à mettre en marche nos capacités politiques : le pouvoir de regarder à travers les miroirs des autres pour qu'ensemble nous puissions dessiner un "*arc en ciel de lumière*".

*Que le miroir reflète tout,
marcheurs et chemin,
et soit ainsi source de pensées pour l'intérieur
de soi-même
et pour l'extérieur du monde.*

Sous-commandant insurgé Marcos

”Penser une mutation de civilisation”

par **Hugues DERYCKE**

prêtre de la Mission de France

Hugues DERYCKE participe au Service Recherche Formation de la Mission de France. Il vient de rejoindre l'Université catholique de Lille, après vingt ans de ministère à Toulouse dans le quartier du Mirail, puis à l'Institut catholique où il vient d'achever un mandat de vice-recteur. Il fut pendant neuf ans responsable du Service Incroyance et Foi.

Depuis plusieurs années, il a accepté de croiser la Recherche théologique et son expérience en Économie, autour du thème de l'Éthique économique.

Il est vraisemblable que nous sommes en train de changer de civilisation, ou tout au moins d'échelle de civilisation. Peut-on encore parler et penser d'une civilisation unique et cohérente ; ne devons-nous pas nécessairement penser au pluriel, en intégrant de manière positive des notions comme la complexité et la diversité.

Pour présenter ce mouvement de civilisation et accepter de faire œuvre de raison, il ne suffit pas de collecter quelques images ou apparences des mutations actuelles, il faut s'engager à les classer et à les repérer. Bref oser décrire les lignes de forces de ce monde qui vient, et des nouveaux modes de vie en société. D'entrée



de jeu, une telle proposition accepte la critique et le dépassement historique de la réalité concrète qui adviendra, mais elle se veut une prise de position réfléchie, raisonnable et raisonnée.

Concrètement, nous proposons ici de décrire ce mouvement de civilisation autour de quelques thématiques qui nous semblent caractéristiques.

"Une humanité qui se compte et qui a conscience de son nombre" (un monde de plus en plus nombreux).

Nous avons été contemporains au cours des 50 dernières années du passage de l'humanité de 3 à 6 milliards d'êtres humains et nous allons devenir contemporains de la poursuite de cette évolution, mais à un taux de croissance plus modéré jusqu'à 9 milliards d'ici 50 ans. L'hypothèse avancée est qu'à ce stade la croissance se sera infléchie et que ce chiffre sera celui d'une stabilisation.

Nous sommes devenus très nombreux, et pour la première fois de l'histoire de l'humanité,

la plupart des humains ont connaissance et conscience de la pluralité des milliards de contemporains qui existent simultanément.

Il y a quelques années, France QUÉRÉ, théologienne protestante, relevait quelques mois avant sa mort, avec une angoisse dans la voix : « *Aujourd'hui il y a trop de prochains* ».

Il est difficile d'évaluer le nombre d'êtres humains qui ont vécu sur terre avant nous. Bien entendu les données statistiques ne sont pas disponibles, et si elles l'étaient, il faudrait tenir compte de phénomènes comme la mortalité infantile ou les grandes épidémies.

Cependant, certains évaluent la somme totale des humains, y compris nos contemporains, depuis le début de l'humanité au chiffre de 12 à 15 milliards d'individus.

En acceptant cette hypothèse, cela veut dire que dans quelques années, nous serons contemporains d'une humanité égale à la moitié du total des individus depuis que l'espèce humaine est apparue. La moitié de l'humanité depuis que l'homme existe vivra simultanément



aux alentours de 2030. Cette image du vertige démographique peut aussi susciter un sentiment d'effroi ou de vertige.

« Jamais l'homme n'a été aussi responsable de son monde ; jamais il n'a été une telle menace pour son monde. »

Je reprends ici une citation de E. Jünger en note de son ouvrage "Dieu, Mystère du monde". Il ne s'agit pas de constater un paradoxe, mais bien plus de percevoir deux lignes de forces qui coexistent et perdurent. Il s'agit d'une part de la prise de conscience de l'interférence de l'homme et de son environnement jusqu'à la prise en charge de l'avenir, de la gestion et de la maintenance de cet environnement ; et d'autre part, du développement extraordinaire de nos capacités de destructions et de nuisances jusqu'à être la première époque capable d'autodétruire la totalité de notre monde.

L'œuvre de raison qu'accomplissent des milliards d'êtres humains qui travaillent ensem-

ble, et le mystère du mal qui demeure lié à chacun d'entre eux et à leur capacité de haine et de conflit, conduisent à une tension plus exacerbée et plus aiguë que par le passé.

Une économie de plus en plus interdépendante

Le développement du commerce international, l'accélération de la circulation monétaire facilitée par une nouvelle définition de l'argent comme système immatériel des valeurs, ont produit un phénomène d'interdépendances économiques des continents, des États et des nations autour de ce qu'il est convenu de nommer la mondialisation.

Nous avons été témoins et acteurs d'une formidable croissance économique à l'échelle des pays et des continents. Ce phénomène est à la fois source de progrès, de paix et de connaissance. Il est aussi l'occasion de violences et de déploiement d'inégalités dont nous prenons de plus en plus conscience. Ici des hommes surconsomment et menacent l'équilibre naturel de



l'environnement de tous, là-bas des enfants meurent de faim ou travaillent encore comme des esclaves. Nous cherchons les moyens de réguler et d'ordonner cet élan qu'est la mondialisation. Nous réalisons mieux que le développement des échanges monétaires internationaux a facilité et favorisé cette expansion économique mais nous mesurons mieux aussi que cette circulation monétaire à l'échelle de la planète s'est faite en suscitant un phénomène de spéculation d'une ampleur inédite. Le système monétaire international cherche encore ses modes de régulations. Trop de violences accompagnent trop de progrès.

Le choc des médias et des différences culturelles et religieuses

Ces inégalités dans le mode de vie et ces différences dans l'art de vivre sont aujourd'hui mieux connues et perçues du plus grand nombre. Nous communiquons vite et facilement à travers l'espace de toute la planète.

Plus encore que la monnaie, l'image et l'information circulent en temps réel : à savoir quasi immédiatement.

On sait mieux aujourd'hui que le Mur de Berlin et le rideau de fer se sont effondrés puisque rien ne pouvait arrêter les images satellites d'un monde occidental offrant la vitrine d'un autre mode de vie.

On commence tout juste à percevoir après le choc du 11 septembre 2001 combien des images peuvent rendre compte avec une terrible proximité d'un événement dramatique, et leur donner une ampleur inédite ; et combien aussi elles ont pu exacerber l'humiliation de ceux qui ne peuvent pas participer à ce mode de vie, exclus par la pauvreté, ou qui ne veulent pas de ce mode de vie au nom de leurs convictions de sagesse ou de foi religieuse... l'image comme l'argent demeurent des figures de tentation et de répulsion. Ce qui est inédit, c'est leurs déploiements à une telle intensité.

Les discours qui rendent compte de cette complexité sont devenus contradictoires : à la fois nous parlons d'organisation mondiale du



commerce, qui intégrerait aussi la dimension culturelle, et nous entendons encore appeler à des "guerres saintes" selon différents modes et intensités.

Il faut souligner ici combien le Catholicisme a opéré récemment à Vatican II une révolution interne. En acceptant positivement la coexistence des autres traditions religieuses, il imagine sa mission universelle selon de nouvelles modalités, à savoir non seulement évangéliser mais aussi mettre en dialogue pour la paix l'ensemble des traditions spirituelles. Certains, dont le moindre n'est pas le Pape Jean Paul II, ressentent l'urgence de cet appel à la paix tant il leur apparaît que les tensions de ce monde complexe sont devenues des menaces.

L'urbanisation de plus en plus massive

L'homme contemporain habite en ville. Des villes de plus en plus grandes, et dont les banlieues s'étendent comme des ramifications sauvages et souvent mal contrôlées. Si certaines époques étaient hantées par l'insécurité des chemins et des routes, l'insécurité urbaine

devient le lot commun de tous. Les villas bourgeoises des cités des pays en voie de développement ressemblent à des forteresses, tandis que l'insécurité des banlieues des pays riches transforme ces zones en lieux de non-droit et d'extrêmes violences.

En un siècle, les sociétés rurales sont devenues urbaines : la ville est le lieu habituel du travail. Cet attrait pour les villes provoque des phénomènes migratoires nationaux mais aussi de plus en plus internationaux. Notre époque renoue avec la tradition des grandes migrations.

Le monde rural vit également une formidable mutation, dans les évolutions de ses structures d'habitat où coexistent des phénomènes aussi différents que : désertification, développement du péri-urbain et des résidences secondaires, séjours touristiques, accueil des étrangers, mais également dans le développement industriel de ses capacités de production agricole. La productivité agricole a suivi les progrès techniques et l'appel entendu d'une population de plus en plus nombreuse à nourrir. Ici aussi des inflexions nouvelles apparaissent dans le débat entre productivité et qualité, mais



aussi jusqu'à des interrogations plus fondamentales sur les modifications de l'équilibre écologique de la nature.

Familles et éducations aux premières loges des répercussions de ces changements

Ce monde qui bouge vite et de manière diverse et non synchronisée déséquilibre les structures de transmission des valeurs et d'éducation que sont la famille, l'école et l'université.

Là les familles traditionnelles perdurent et demeurent des références, ici les familles sont éclatées, recomposées ou revendiquent des structures inédites de rapport à la sexualité et à la parenté.

La massification des études demeure inégalement réalisée à travers les nations et dépend étroitement du niveau de richesse de leur développement. Là où elle est réalisée, elle provoque des évolutions inédites dans le rapport à la culture et au savoir. Les minorités exclues de

la réussite scolaire sont cependant, encore plus qu'auparavant, enfermées dans des impasses sociales. Une maturation plus longue des nouvelles générations qui ont accès aux études supérieures apparaît comme une conséquence logique d'un monde plus complexe où la durée de vie s'est allongée. Au cours de ces processus d'études, l'ouverture à l'international se développe et se généralise comme un "cela-va-de-soi", à la fois de voyager, d'étudier ailleurs et de parler d'autres langues.

Le corps et la santé déployés à de nouveaux possibles

De même que l'homme n'en finit pas de visiter l'univers dans l'infiniment grand et éloigné, ou de visiter la matière et la lumière dans l'infiniment petit, voire en deçà de la notion de masse, il déploie de nouveaux possibles pour son corps et sa santé.

Là où le développement scientifique et médical a été possible, l'homme vit plus âgé. Il a gagné une génération ou plus d'espérance de



vie, modifiant son rapport au temps d'une existence qui se partage entre apprentissage, travail et retraite active, où il continue à déployer son activité citoyenne.

Ce corps qui dure plus longtemps est sollicité pour être mieux entretenu et parfois même renouvelé partiellement. Il ne cesse de mieux corriger son vieillissement ou ses imperfections.

Les progrès de la science génétique posent le défi de nouvelles frontières : jusqu'où ce corps fait-il l'objet de recherche, d'expérience et de manipulations. Jusqu'à aujourd'hui l'identité reliait étroitement la personne et un corps. De la naissance à la mort, par la technique, la possibilité de dissociation existe. Un horizon inédit et non balisé apparaît aux limites des découvertes de la génétique. Nous pouvons même envisager de devenir une espèce qui dissocierait totalement sa reproduction de l'acte sexuel.

Ces modalités touchent à l'intime de chacun, aux convictions philosophiques, culturelles et religieuses qui fondent les sociétés. Ce n'est plus alors seulement l'autre qui est diffé-

rent, c'est la représentation que nous nous faisons de nous-même qui renvoie à une différence intérieure.

CONCLUSION : **Ombres et lumières, mal et salut**

Qu'un tel essai de raison fasse la part des contrastes, c'est la loi du genre. Il en va d'un mode de jugement. Cependant dans la foi chrétienne, cette ambivalence est plus profonde. Elle procède de l'appréhension du mystère du mal à l'œuvre dans le monde et en chacun. Nous appréhendons comme une montée de l'exacerbation des tensions entre forces de progrès et de développements d'une part, et forces de résistances ou de ruptures, d'autre part.

Le malheur de la guerre, de la pauvreté et de la haine perdure. Le malheur reste nu et terriblement proche de nous.

À la fois par ses traditions philosophiques et religieuses, la société occidentale a surmonté ces défis, dans le sens d'une orientation positive



de l'histoire, et d'une espérance dans le progrès scientifique et moral. Dans cette foi dans le sens de l'histoire et du progrès, elle a puisé les forces de son rayonnement. Aujourd'hui, les effets de l'expansion de son modèle auxquels cette société doit faire face, et le poids de fortes altérités à ses côtés, la renvoient à ses fondements, pour mieux les revisiter.

Aujourd'hui les prospectives d'avenir livrent le plus souvent une image déformée de l'homme et de ses modes de vie collective. Ces images nous interpellent. Elles appellent à un sursaut et à une réorientation de nos modes de vie en société. Nous devons corriger le principe utopique de l'espérance dans le développement et le progrès par l'inscription d'un principe responsabilité, qui renvoie à la conscience individuelle de chacun et à la conscience collective des sociétés.

À la tradition chrétienne revient de déployer à nouveau le mystère du salut. Parce que cette tradition articule étroitement l'homme et

Dieu, elle construit un certain sens de l'avenir. Ce sens de l'avenir a été relayé par une certaine idée de la mission, de l'évangélisation, des cultures et par un modèle de croissance économique. Il reçoit en retour de profonds chocs en provenance d'autres traditions religieuses, idéologiques ou philosophiques. Depuis Vatican II, l'église mesure mieux combien la foi chrétienne a apporté à la tradition occidentale, et combien aussi elle se doit de mieux accueillir et recevoir d'autres traditions culturelles. Dans le concert nouveau du dialogue des cultures, elle occupe une place originale, capable de relayer dans ces débats "la voix des pauvres, des petits et des opprimés". Ici la proposition de la foi peut modifier l'appréciation qu'on se fait de l'autre. Là elle peut être l'invitation à une inflexion de la manière de se penser soi-même. Cette démarche entraîne aussi une réflexion du christianisme, vis-à-vis de lui-même et de la révélation dont il est porteur : pour les Chrétiens, penser l'avenir doit conduire aussi à re-penser, à réinterpréter et à réentendre la bonne nouvelle d'une révélation de Dieu en Jésus-Christ. ■



”Intégrisme et démocratie”

Bobigny (93) - 17 novembre 2001

Présentation de la rencontre

« *Les actes terroristes du 11 septembre et leur imputation à la nébuleuse d’Ussama Ben Laden qui se réclame d’un islam de type intégriste ont souligné l’urgence d’un échange entre hommes et femmes d’horizons divers, mais soucieux de défendre les valeurs et la réalité de la démocratie. C’est d’autant plus urgent que la riposte américaine ne peut être sans effets rétroactifs.*

Cela nécessite sans doute de se pencher sur les phénomènes d’intégrisme et sur leurs causes. Mais cela demande aussi de réfléchir à la démocratie ici et là-bas. Les conditions de la démocratie, la laïcité et la pluralité. Religion et idéologie...

Un retour sur l’émergence de la démocratie en Occident et sur sa relation conflictuelle avec la religion catholique peut sans doute éclairer partiellement la question de l’islam : d’une part quand il doit se positionner dans un contexte laïque comme le nôtre, d’autre part quand il doit affronter cette Modernité dont la démocratie est la forme politique. »

Jean-Marie PLOUX
prêtre de la Mission de France



”Intégrismes et démocratie”

par **Dominique PAILLARD**

communauté sfx, lycée Charles Péguy de Bobigny

Imaginez ! Plus de 80 personnes venues d’horizons très divers (catholiques, protestants, musulmans de différentes sensibilités, laïcs et religieux, élus locaux et membres d’associations, communistes et "sans étiquettes"), réunies autour d’un sujet ultra sensible : "Intégrismes et démocratie"... Eh bien ! loin d’exploser, cela donne une journée passionnante, riche d’enseignements et de rencontres entre hommes et

femmes d’ouverture et de convictions. Merci à l’équipe de la MdF de Bobigny de nous avoir invités et provoqués à la réflexion et au débat ! Sans oublier la convivialité.

De quoi parle-t-on exactement ?

Jean-Marie PLOUX, théologien et prêtre de la MdF, commence par une précision des termes et un indispensable détour par l’histoire afin de mieux comprendre ce qui se joue aujourd’hui. Il nous a partagé son analyse : toute religion, toute tradition, quelle qu’elle soit, doit passer un jour par un travail de relecture, de ré-interprétation, "au risque de la modernité". À ce prix seulement peut se nouer un dialogue fécond entre laïcité, religions au pluriel et démocratie.¹

Puis c’est à Myriam BOUREGBA, juriste et sociologue, vice-présidente du groupe d’amitié islamo-chrétien, de nous livrer, non sans humour, son témoignage de femme militante politique, devenue croyante après un

1. Pour aller plus loin, cf : Jean-Marie Ploux, *Le christianisme a-t-il fait son temps ?* Ed. de l’atelier.

parcours qui l'a conduite de "la révolution collective à la révolution personnelle", sans rien renier pour autant de ses engagements de fond. Aujourd'hui formatrice auprès de femmes et de jeunes en difficulté, elle pense que seules l'étude, la culture et l'éducation peuvent éradiquer la tentation intégriste, d'où qu'elle vienne. Myriam nous a fait bouger et nous a partagé cette confiance : « *J'étais une femme libérée, je suis devenue une femme libre* ». Et cela passe..

Quant à Pierre ZARKA, ancien directeur du journal *l'Humanité* et actuellement directeur de l'Observatoire des Mouvements de la Société, il a traversé les dernières décennies les yeux ouverts sur les changements perceptibles dans le monde et les mentalités. Il a observé "le besoin de croyances et d'idéaux des individus", la nécessité de "revisiter les écritures" et "la juste place des appareils", l'immense demande d'autonomie du sujet qui bouleverse le collectif. Je retiens sa question posée à lui-même autant qu'à l'auditoire : « *Quand suis-je le*

plus communiste, entre camarades ou avec d'autres conceptions ? »

Un point commun entre nous tous, participants de cette journée : la certitude que la rencontre de l'autre à la fois remet en cause et nous rend à nous-mêmes, comme renouvelés, plus aptes à l'écoute, au débat et à une vraie fraternité.

Pour l'heure, je retiens cette mise en lumière qui est aussi une mise en garde. La démocratie représentative, telle que nous la connaissons, traverse une crise de croissance. Elle est à repenser en fonction des nouvelles attentes du sujet, de l'évolution des identités dans un contexte de pluralité et de globalisation. Il faut remettre la personne au centre, la personne dans sa différence et son unicité, la personne en situation d'acteur de sa vie, coresponsable de celle d'autrui. Le corps social, "la chose publique", le bien commun auquel nous sommes tous attachés, ne peuvent être définis que par les personnes qui le constituent. Alors les interdépendances deviendront de réelles solidarités. ■



Intégrisme et Démocratie

par **Pierre ZARKA**

Animateur de l'Observatoire
des Mouvements de la société

La démocratie, explique-t-on, est l'exercice du pouvoir par le peuple. Cela pose au moins deux problèmes qui mêlent étroitement des valeurs et le fait que les temps changent et bouleversent toutes les données. Toutes les valeurs sont à revisiter sous peine de s'éroder.

L'exercice de la démocratie pose la question de passer continuellement de l'individu au peuple. Pour exister en tant que tel, ce peuple a notamment besoin de se souder

autour de quelque chose. Toute société a besoin d'idéaux collectifs, ou si l'on préfère, toute société a besoin de croyances collectives et de foi. Mais pouvons-nous être soudés autour d'un seul et même objet ? Ou ne faut-il pas prendre en compte une dialectique singularité de chacun/unité de la société ? Il y a ici ceux qui traduisent cela par des convictions religieuses, ceux qui, comme moi, le traduisent par des convictions politiques, ceux qui le font par les deux voies simultanément. Je dis cela pour préciser que je n'aborde pas ici une problématique qui me serait extérieure. Je suis tout autant que les autres concerné par votre thème et par la manière dont je vais l'aborder.

Deuxième problème qui croise sans cesse celui que je viens d'évoquer : la démocratie est un objet historique et correspond à des besoins qui varient avec le temps. Elle ne peut plus aujourd'hui se limiter ni au vote, ni au simple respect de l'autre. Elle est l'accès à la maîtrise du cours des choses. Face à un mouvement social, un Président dit qu'il a été élu pour un laps de temps déterminé et que si l'on n'est pas content, il

faut attendre la prochaine échéance électorale pour l'exprimer. Dans ce cas, la démocratie repose sur une conception du pouvoir qui dépossède les citoyens. Cela renvoie à un débat de la Constituante en 1789, jamais résolu: si la souveraineté du peuple s'exprime à travers des représentants, qui contrôle ces représentants? Le nombre des abstentionnistes et des non-inscrits sur les listes électorales n'est pas le fait de la passivité mais témoigne de l'actualité nouvelle de cette question. Le fonctionnement actuel de la démocratie est de plus en plus perçu comme ne donnant pas aux citoyens les pouvoirs quotidiens dont ils ont besoin. Lorsque dans la vie politique on évoque "la société civile", on manifeste combien cette vie politique et son personnel sont vécus comme extérieurs à la citoyenneté.

Ce décalage correspond à un mouvement profond de la société. Une société, c'est la manière par laquelle les hommes s'assemblent pour répondre à leurs besoins matériels et culturels, certains diront spirituels. Contrairement à une idée reçue, plus les technologies se caractérisent par l'intel-

ligence artificielle et se complexifient, plus la société se complexifie aussi et plus la part de l'humain devient grande et décisive. Plus on maîtrise la nature et l'intelligence (que ce soit en bien ou en mal), plus on veut maîtriser son sort. Il en découle une demande nouvelle d'autonomie de la personne. Quand on regarde comment le patronat renouvelle sa domination dans les entreprises, c'est toujours en tenant compte de ce désir d'autonomie. C'est également ainsi que j'interprète le mouvement des femmes ou les jeux olympiques des handicapés : ils expriment la volonté de s'affirmer, quelle que soit sa situation. Pour moi, cela n'a rien à voir avec l'individualisme.

Être habité par une conviction forte, a quelque chose de grandiose qui permet aux êtres humains d'aller au-delà d'une vision étriquée, laquelle ramène à des intérêts égoïstes. La conviction permet de se dépasser et d'accomplir parfois des choses pour lesquelles on n'était pas obligatoirement prédestiné. Cela participe de ce que les anthropologues appellent "processus d'hominisation". Par une vision cohérente et globale du monde, ce



phénomène permet de se situer dans l'espace et le temps et de souder une collectivité.

Ces interprétations cohérentes rendent possibles les grands mouvements collectifs, indépendants du pouvoir et des possédants. Elles peuvent définir un espace de liberté et de maîtrise de soi. Elles sont sources d'identité individuelle et collective.

Mais cette même capacité de mise en cohérence peut déboucher sur la certitude de détenir La Vérité. Ce sentiment peut soulever des montagnes, comme on dit parfois, mais aussi faire percevoir toute autre conviction comme un danger. Cette conviction génère alors une identité qui se recroqueville orgueilleusement sur elle. Dès que cette foi se prétend la seule interprétation du monde possible, elle se perd elle-même, se retourne en son contraire et devient une arme pour des pouvoirs asservissants. Et comme l'Histoire aime l'ironie et le sarcasme, ce sont souvent celles et ceux qui se font porteurs de cette conception totalitaire qui perdent les premiers leur liberté. Chacun et chacune d'entre nous ici possède ce double héritage qui a fait d'idées merveilleuses le foyer d'in-

transigeances, de fanatismes et parfois de massacres. Je ne peux faire ici l'économie d'une référence au stalinisme. Elle ne se limite pas à son système mais renvoie à la certitude d'avoir La Vérité scientifique.

Sommes-nous condamnés les uns et les autres à ce que nos convictions restent tièdes pour ne pas engendrer la violence ? Je ne crois pas à un tel dilemme. Que nous soyons chrétiens, musulmans ou communistes, ou parfois croyants et communistes à la fois, la question est plutôt : comment vivons-nous notre idéal ? Avec quelle lucidité regardons-nous ce que nous sommes et voulons être ?

On peut, on doit vivre cet idéal dans la tolérance. Mais je dois avouer n'aimer que moyennement cette notion. Non parce que j'aurais des penchants cachés pour l'intolérance. Mais parce que je sens dans cette notion quelque chose d'inconsciemment contraint. Je sens en elle l'idée que je m'imposerais de supporter malgré tout quelque chose que je n'aime pas. J'en subirais le voisinage avec la meilleure volonté du monde certes, mais je le subirais. Et comme



toutes les contraintes que l'on s'inflige à soi-même sont fragiles, le risque demeure qu'un jour l'inconscient reprenne le dessus et que je commence par ignorer ce qui m'est étranger, premier pas vers l'intolérance.

Je préférerais donc une autre problématique. La démocratie n'est pas selon moi quelque chose de lisse, mais de la confrontation. Entendez bien le sens que je mets dans ce terme. Un idéal, quel qu'il soit, peut-il prétendre se passer des autres ? Je crois que non et pour au moins deux raisons.

Vous comprendrez que je poursuive mon raisonnement à partir de la manière dont la question se pose au communiste que je suis. D'où vient donc cette conviction qui m'habite et me fait bouger ? On pourrait longuement parler de Marx et d'une conception de la modernité qui ne passe pas par le libéralisme, mais mon propos d'aujourd'hui porte sur un autre aspect, encore qu'indissociable. Puis-je prétendre que rien de l'héritage culturel judéo-chrétien ne vient nourrir mon communisme ? Puis-je prétendre que la pensée communiste est un produit chimiquement

pur, sans mélange, sorti du néant ? La solidarité, la soif de justice sociale, l'idée même d'un monde meilleur sont-elles exemptes de tout mélange ? L'esprit scientifique de l'Islam au Moyen-Âge n'a-t-il laissé aucune trace dans la rationalité dont je me réclame ? Ce communisme dont j'ai trop souffert de l'avoir figé à force d'adoration, ne se nourrit-il pas comme toute pensée de toutes les réalités ? Tout idéal est donc un choix, un assemblage original intégrant d'autres cultures et des espoirs dont il n'a pas le monopole. Il ne peut perdre de vue qu'il est ce mélange de singularité et d'altérité. Oserai-je vous dire que le plus beau des principes et des actes du communisme fait aussi partie de la culture d'hommes et de femmes dont l'humanisme s'exprime à travers des convictions religieuses ?

À quel moment suis-je le plus communiste ? Quand je suis avec mes camarades, nous confortant mutuellement d'avoir raison ? Ou quand je suis avec celles et ceux qui ne partagent pas mes convictions ? Non pas pour m'infliger je ne sais quelle punition, mais parce que sans elles et sans eux, je



veux dire sans leur contestation de mon point de vue, je m'engourdis, confonds le réel avec moi-même et reste statique alors que tout ce qui est vivant bouge sans cesse. Leur écoute m'oblige à regarder la réalité sous d'autres angles, à remettre en jeu ce que je pensais sûr et à vivifier mon idéal, soit dans l'amélioration de mes arguments, soit même dans la modification de mes propositions. Il n'y a pas d'idée vivant uniquement par elle-même. Elle a besoin pour exister durablement de tous, y compris de ses détracteurs. Pas par tolérance mais par nécessité vitale. J'ajouterai qu'il n'y a pas de nouveaux adeptes sans "pollution" ou, pour donner à ce terme un sens exceptionnellement positif, sans changements en profondeur imposés par l'existence des autres. Excusez cette incursion dans un univers qui n'est pas le mien, je crois que Saint-Paul l'avait bien compris. Et que le stalinisme ou l'Inquisition l'avait ignoré.

Dès lors l'altérité n'est plus pour moi une contrainte subie, mais l'exercice vivant de ce que je suis. La Démocratie passe donc par la volonté permanente de favoriser la

confrontation des idées. Dit autrement, la liberté "de soi" commence par la pensée critique. Et cette pensée critique ne commence pas vis-à-vis des autres, mais quand on a les moyens intellectuels et psychologiques de l'exercer vis-à-vis de ses propres convictions. Dans tous les domaines, il y a progrès lorsque la contestation de l'acquis oblige à sortir de l'immobilité et à aimer ce petit moment de déséquilibre et d'incertitude qui oblige à tout revoir. Je ne voudrais pas être mal compris: je n'ai rien d'un nihiliste. Je pense simplement que l'Histoire nous a appris qu'il n'y avait de pensée que toujours remise en question, c'est à dire continuellement confrontée à tout ce qui vit.

Dès lors une dernière question se pose: pour exister, toute conviction a besoin de générer un appareil ou une institution. Qu'est-ce qui prime alors? Qui maîtrise qui? La soumission à un appareil peut conduire ce dernier à se substituer à la finalité de l'idéal, devenant un écran entre la personne et sa conviction. Et tous les dérapages redeviennent possibles. Cela veut dire que la meilleure maîtrise des hommes ne se satisfait pas de

contrôle *a-posteriori*, mais passe par une participation pleine et entière aux pouvoirs de décision.

En fait, il y a danger d'intégrisme quand il y a carence du politique dans le sens où politique veut signifier maîtrise de notre sort commun.

À la notion de tolérance, je préfère donc le besoin de l'autre. Je revendique ce besoin comme participant de ma propre existence. Je crois que notre époque oblige à revoir ce qu'est en fait la diversité de l'humanité. La

mondialisation, le multiculturalisme, l'engouement pour Internet, mais aussi le mouvement d'émancipation féminine, la demande de la jeunesse d'être considérée comme des personnes, le désir d'unité que l'on retrouve dans les mouvements sociaux, tous ces phénomènes ne sont-ils pas des signes que, partant d'horizons et de situations très divers, l'humanité est à la recherche d'une unité qu'elle n'a encore jamais eue, sans confondre "unité" et "uniformité", qui sont deux notions totalement incompatibles. ■



La construction de l'Europe

par Jérôme VIGNON

Jérôme VIGNON est Conseiller Principal pour la Gouvernance européenne à la Commission européenne.

Il est intervenu dans le cadre du colloque de Brest : "La construction européenne : un défi éthique" qui s'est déroulé les 7 et 8 décembre derniers.

À quel moment sommes-nous dans la construction de l'Europe ?

Tout d'abord nous ne vivons pas n'importe quel moment de l'Histoire de la construction européenne. Jacques Delors disait, il y a une dizaine d'années, donc à ce moment où la Communauté Economique est devenue Communauté tout court, où l'union politique est devenue le centre institutionnel de la construction européenne, il disait qu'il fallait donner **une âme**. Nous aurons l'occasion de réfléchir sur le sens d'une telle phrase : qui est capable de donner une âme à l'Europe et est-ce que ce n'est pas déjà une manie avec une forte connotation religieuse et donc excessive sur la construction européenne d'aujourd'hui. Ce qui est



important, c'est le moment où justement cette phrase a été prononcée. Mon message est ici de dire que la prophétie de l'ancien Président de la Commission européenne est rendue plus aiguë encore par les considérations développées par Monsieur Ambroise Guellec, notamment celle de l'imminence de l'élargissement européen, une forme d'unification ou de réunification du continent européen qui pose la question de savoir à quoi nous invitons ceux qui veulent nous rejoindre.

Nouvelle orientation

Je dis – j'affirme sans le prouver – que nous vivons une réorientation de la construction européenne, visible particulièrement depuis deux ou trois ans. Les questions qui sont posées sont nouvelles. Elles ne sont plus seulement de l'ordre de la raison d'être, c'est-à-dire du projet, le projet de faire une monnaie unique, le projet de faire une politique étrangère et de sécurité commune, le projet de s'élargir, le projet d'un grand marché intérieur, d'un espace économique et social. Nous n'avons vécu que de projets mais il semblerait que d'autres questions se posent, et qui ne concernent plus seulement la raison d'être mais la manière d'être européen.

Que veut dire être européen ? Y a-t-il une manière de vivre, un art de vivre européen ? Je ne parle pas d'un modèle européen de société puisque déjà, il y aurait une connotation euro-centrique et qu'il faudrait encore nous imiter. Non, la question qui est posée, et je dis spécialement depuis deux ou trois ans, est visible. C'est une interrogation sur la façon d'être européen et donc sur les fondements de l'être européen. C'est donc une question sur l'identité. C'est cette question, qui vient d'Allemagne d'ailleurs, et ce n'est pas tellement étonnant puisque c'est ce peuple qui est confronté au problème d'identité historique le plus manifeste, qui s'est réuni dans la paix. Cela ne lui était pas arrivé depuis plus de 50 ans et donc, il cherche aussi son identité et comment il la lie à l'Union Européenne. Il pose indirectement la question de la façon d'être, de l'identité européenne. Il la pose à travers la composante des Verts qui ont obtenu du Chancelier Schröder, pour qu'il soit membre de leur coalition, qu'il oblige les membres du Conseil Européen à programmer un travail sur une Charte Européenne des droits fondamentaux. C'est une initiative politique, une initiative d'un pays qui dit quelque part qu'il est temps d'écrire les soubassements au



travers desquels nous exprimons notre façon d'être. Cela vient aussi, toujours de l'Allemagne, et d'une toute autre façon, de la part des *Länder* allemands, qui disent qu'il est temps de préciser, non plus seulement nos objectifs mais la manière dont nous aboutissons à travers une description plus claire des compétences respectives de l'Union Européenne, des ces États membres, sous-entendu de ces régions, qui sont dotés de pouvoir législatif.

Et ce n'est pas du tout un hasard, en tout cas pas quelque chose d'anecdotique, si dans l'après "Nice", pour que nous procédions à un ajustement, un énième ajustement de nos traités destinés à mieux réaliser nos objectifs, un nouveau processus est engagé. Un processus qui est, on doit le reconnaître, de type constituant, même s'il ne s'agit pas de constitution : constituant au sens où ce qui est premier, ce n'est plus seulement de dire ce que nous voulons faire, mais de dire comment nous voulons le faire, comment nous voulons être ensemble Européens. Ceci est vraiment quelque chose qui a pu prendre des années mais qui enrichit foncièrement la construction européenne et qui se "départit", si j'ose dire, de la méthode Schuman. En quelque sorte la mé-

thode Schuman a mûri, elle a abouti à un certain stade, elle a créé suffisamment de confiance à travers des réalisations concrètes pour que, maintenant, on dise : nous ne voulons plus simplement des réalisations concrètes, nous voulons aussi définir ensemble "*qui nous sommes ensemble*" et "*comment nous sommes ensemble*".

Dans cette question de la manière d'être, il y a justement celle qu'ont voulu aborder les responsables de la Commission Européenne, en premier lieu Romano Prodi, lorsque au début de l'année 2000, ils ont lancé, sans doute de manière un peu imprudente, parmi quatre priorités stratégiques destinées à signifier le contenu de leur mandat 2000 – 2004, celle d'une réforme des modes de gouvernance de l'Union Européenne. Ce n'était pas très clair, et ça ne l'est toujours pas, mais une chose était quand même audible dans les discours du Président Prodi lorsqu'il justifiait cette nécessité d'une réforme de la gouvernance, c'est à dire de l'art de gouverner, disant qu'il fallait essayer d'aller au devant d'une attente des citoyens européens qui ne s'exprimait pas seulement en termes d'objectifs mais justement en termes de façon d'être. Une attente qui révélait,



mais aussi une critique, à l'encontre de l'éthique gouvernementale européenne. Parler de gouvernance, c'est aussi parler de la façon dont l'Europe est gouvernée, de la manière dont s'exercent les pouvoirs que les institutions européennes donnent aux institutions centrales mais aussi aux gouvernements nationaux, pour façonner l'Europe. C'est une question adressée à l'éthique même du Gouvernement : comment est-ce que ces pouvoirs s'ordonnent à des critères qui ne sont pas politiques mais qui sont des critères de responsabilité, de transparence, de participation, de cohérence. L'éthique commence où s'arrête l'obligation juridique. Au fond, ce qui est sous-jacent à la question de la gouvernance, au-delà de ce qui est formellement obligatoire dans nos traités, c'est la façon dont nous nous comportons, nous responsables européens, pour que l'Europe soit buvable, acceptable, accessible, reconnaissable par les citoyens. Ce n'est pas seulement une question de communication, de mal s'exprimer, de ne pas être écoutés par les médias. C'est aussi une façon d'être des gouvernants eux-mêmes, qui sont interrogés dans leur cohérence, entre les fondements, les valeurs qui sont aux sources du traité, et la manière dont l'Europe fonctionne.

Le diagnostic qui a conduit à admettre indûment que le déficit démocratique n'était pas seulement une question de mauvaise communication mais une question plus profonde, ce diagnostic est celui du paradoxe européen, de plus en plus européen dans tous les États, y compris les États euro-sceptiques : ils attendent tout de l'Union Européenne et manifestent une grande distance vis-à-vis de ces institutions. Alors on pourrait croire que donner plus de force et de pouvoirs à ces institutions devrait suffire à répondre à cette attente. C'est justement l'inverse qui se passe. Comprendre comment il se fait que l'augmentation des pouvoirs et des compétences, à laquelle on assiste depuis dix ans, des institutions européennes ne se traduit pas par une satisfaction des Européens, alors même qu'ils attendent de l'Europe une signification et une capacité politique, cela est au cœur de l'interrogation sur la manière de faire l'Europe et au cœur de la réponse au travers de la gouvernance.

Ce fossé risque de se creuser au fur et à mesure que les événements du 11 septembre et l'élargissement vont devoir conférer à l'Union Européenne des compétences, des pouvoirs et une existence politique de plus en plus grands.



Donc l'aveu de la gouvernance est l'aveu qu'il convient désormais, au chapitre de la légitimation de l'Union Européenne, non seulement de reconnaître qu'un problème se pose de légitimation institutionnelle : l'exécutif et le Parlement Européen ne disposent pas, en termes constitutionnels, d'une forme de légitimation proportionnée avec les responsabilités politiques qu'ils exercent. Mais il y a aussi un problème de la confiance au jour le jour, dans le quotidien, je dirais de la légitimité pratique et concrète de l'Union Européenne, qu'il faut aussi améliorer pour pouvoir franchir des étapes institutionnelles supplémentaires.

Gouvernance et légitimité

Mon second message est donc de noter que si, l'Europe étant désormais acquise, sa manière d'être est en cause, alors le problème de la légitimation devient fondamental, et ce problème se divise lui-même en deux :

- un problème institutionnel, qui est sans doute le problème majeur sur lequel les médias, la Convention, le questionnaire de M. Braibant se sont concentrés
- mais aussi, nous avons un autre problème, qui est moins visible, qui est moins perçu, moins

éclatant, sauf quand on passe au vote et que l'on aperçoit que les conditions de l'élection du Parlement Européen, et de tous les Parlements, amènent de moins en moins de citoyens aux urnes. Ce problème, qui est un problème de vitalité de la démocratie, est aussi un problème des conditions de sa légitimité. Il s'agit de considérer non seulement la légitimité politique de l'acte de décision, donc la loi, le moment où elle est actée, mais aussi, dans la continuité de la vie démocratique, en amont et en aval de la décision, le regard que portent les citoyens sur la façon dont ils sont gouvernés, dont ils sont associés à ces actes de gouvernement.

Donc le thème de la gouvernance est le thème de la légitimité, avec ce souci d'ouvrir une dimension qui va au fond, qui veut essayer d'aller au fond du malaise démocratique. Après tout, nos constitutions sont bien là, nos gouvernements sont bien légitimes et pourtant, le citoyen n'est pas là. Il y a donc autre chose qu'un déficit institutionnel, même si, dans le cas de l'Europe, il est évident. Il y a aussi que le citoyen a changé en l'espace d'une cinquantaine d'années. Même si on



parle beaucoup d'individualisme, le citoyen a lui-même son expérience, il a sa connaissance des faits et des choses, il a sa part de vérité, il connaît la distance entre le discours politique et les réalités. Il peut être cynique. Mais il peut aussi redevenir citoyen et c'est la chance à laquelle pourrait nous conduire la prise au sérieux de la société civile.

Olivier Mongin, traitant de ce problème général, du malaise démocratique, pas à propos de l'Europe, mais à propos des démocraties occidentales en général, parle d'une crise de la représentation au sens propre comme au sens figuré. La représentation politique à travers l'élection reste le pivot central de la démocratie et nous voulons une représentation politique au travers du Parlement Européen plus claire, plus affirmée. Vous parliez tout à l'heure d'un seul député breton au Parlement Européen. Vous voyez pourquoi les modes d'élection des parlementaires européens sont absolument inadmissibles, compte tenu de la responsabilité actuelle du Parlement.

Il y a aussi un problème de la capacité de la représentation politique à se représenter les problèmes quels qu'ils sont. C'est cela que voulait dire le Livre Blanc. Les problèmes d'aujourd'hui sont

devenus si complexes, si divers, si touffus que la simple cascade des élections ne permet pas de les restituer dans le débat public. Si on parle aujourd'hui d'un espace public, c'est sur ce point là précisément. Il est nécessaire d'organiser autrement la manière dont sont représentés et finalement discutés les problèmes et les solutions. Ce n'est pas parce qu'un pouvoir est légitimement élu qu'il sait quels sont les problèmes : il suffit de prendre le domaine de la santé pour bien se rendre compte que les différents élus du système de la santé, qu'ils soient partenaires sociaux ou responsables politiques, n'arrivent pas à englober la réalité des problèmes vécus, que ce soit par les soignants ou par les médecins eux-mêmes. Il y a là une contribution – c'est ce que Olivier Mongin appelle "l'intellectuel démocratique" – de personnes qui prennent sur elles-mêmes d'aller de l'avant, à partir de leurs propres délibérations et réflexions sur la réalité, voire de leur part de la réalité à la construction, leur part de la représentation des problèmes et aussi des solutions. Ça ne veut pas dire que ces personnes veulent avoir le pouvoir. Le pouvoir de la décision va toujours reposer, et c'est indispensable, sur la légitimité de l'élection. Ne confondons pas démocratie électorale et démocratie

participative, mais il faut désormais envisager une articulation entre démocratie électorale et démocratie participative pour l'Europe. C'est encore plus nécessaire puisque l'Europe, on le rappelle très souvent, ne repose pas sur une émotion, mais à un appel à la raison. Les appels à la ratio collective, à la capacité des Européens à la base dans les nations, dans les régions, dans les villes, pour exprimer leur vision, leur manière d'être Européens là où ils sont. L'Europe commence là où nous sommes dès lors que nous acceptons de prendre sur nous-mêmes une partie des problèmes des autres.

Cela explique pourquoi le Livre Blanc sur la gouvernance européenne joue une musique un peu, je dirais, à contre-orchestre : la symphonie principale porte sur les questions institutionnelles, et je crois en effet qu'elles sont les plus urgentes. Mais elles ne suffisent pas à rendre compte de l'entière du malaise démocratique. Il y a aussi la façon d'habiter les institutions, cette façon de changer sans que nous n'ayons encore changé les institutions et peut-être même faut-il que cette façon change pour que nous puissions changer les institutions : tel est le pari risqué mais pas très compréhensible du Livre Blanc.

La place de la société civile

J'en viens au contenu de ce Livre Blanc qui justement admet l'idée que la bataille de la légitimité ne se joue pas seulement au moment de l'acte décisionnel, au moment du vote, mais se joue dans la continuité de la vie publique, dans la préparation de la décision, puis dans sa mise en œuvre et les conséquences qui sont tirées du fonctionnement même des structures politiques pour en tenir compte dans leur renouvellement, ce qu'on appelle le retour.

Il y a d'abord la phase de la consultation, de l'écoute : c'est là que vont intervenir le rôle, les richesses de la société civile. Puis le moment de l'évaluation – l'évaluation est ce moment où les décideurs politiques donnent à critiquer leurs motivations. L'application du principe de subsidiarité, c'est-à-dire la justification par les responsables européens qu'une législation, un programme doit être pris au niveau européen et pas au niveau national, repose sur un acte politique de justification qui est lui-même soumis à critique. Les arguments par lesquels le Conseil, le Parlement, la Commission disent en effet qu'il faut désormais légiférer en matière de droit d'asile, vers lesquels il faut faire



converger les politiques d'immigration doivent être défendus par rapport à des arguments inverses et d'une manière qui est elle-même critiquable.

Le troisième thème important du Livre Blanc gouvernance, c'est la question de la réglementation. Dans aucun de nos États, le pouvoir législatif ne se confond pas avec le pouvoir réglementaire, le pouvoir de l'administration qui est régi par deux niveaux de la règle : la règle qui est approuvée par le Parlement et puis la règle qui est générée et mise en œuvre au jour le jour par le pouvoir administratif sous la responsabilité politique. Il se trouve aujourd'hui que ce niveau de la règle exécutive, de la règle administrative, devient de plus en plus important. Il est crucial, car c'est à travers ce niveau que l'Europe est perçue par les citoyens comme inefficace, inadéquate ou injuste, hétérogène ou éventuellement inflexible. Mais revoir la question de la règle, c'est parler de la responsabilité administrative, c'est parler aussi du rôle des acteurs nationaux, régionaux, locaux, qui ont la possibilité d'assumer la règle européenne.

Le quatrième thème du Livre Blanc est celui de l'exécution, c'est à dire en fait de la restitution

de l'identité européenne à ceux qui sont dans leur nation. Une bonne gouvernance passe par l'endossement de l'identité européenne par les acteurs nationaux : ce sont eux qui parlent de l'Europe au citoyen, ce n'est pas Bruxelles. Et comment le faire s'ils ne se sentent pas eux-mêmes dans une situation de responsabilité et d'appréciation. Toute la problématique en terme d'éthique du Livre Blanc sur la gouvernance est centrée sur ce couple : responsabilité / décentralisation, décentralisation / responsabilité. Jusqu'à maintenant l'Europe en effet était très décentralisée, mais décentralisée de manière militaire, hiérarchique. Il était si urgent de construire un ensemble de règles dans le cadre du marché intérieur qui puisse être appliqué rapidement, qu'il était souhaitable d'adopter une méthode centrale avec très peu d'information, de retour, d'écoute. Maintenant cette méthode a atteint ses limites, il nous faut une décentralisation dans les deux sens pour que ce qui vient d'en bas soit écouté, pris en compte et discuté, mais corrélativement, si on donne plus de pouvoir et d'importance à ce qui vient d'en bas, on confère ainsi une responsabilité européenne qui doit être contrôlable. On revient au sens politique de la gouvernance ; gouvernance veut dire « *acceptation* »

par tous ceux qui ont un pouvoir, et spécialement les acteurs publics, d'être contrôlés sur l'exercice de ce pouvoir ». La décentralisation politique de l'Union Européenne passe aussi par une diffusion des responsabilités de contrôle. Les premiers contrôleurs de la règle européenne sont à dire vrai non pas la Cour Européenne de Justice mais les Cours de Justice nationales. Nous sommes très loin d'avoir des Cours nationales qui se sentent en situation de faire appliquer et comprendre le droit communautaire.

Mais c'est surtout sur le premier thème, celui de la consultation que je voudrais insister, car c'est celui qui rencontre le plus directement vos préoccupations de sens, ces préoccupations d'actualité, sur le pourquoi et comment l'Europe peut-elle à la fois exprimer un sens et vivre un sens.

Nous avons à ce stade, et c'est là je pense que viendrait mon troisième message, à reconnaître, c'est mon sentiment, qu'il y a la naissance ou la renaissance comme d'un phénomène de société nouveau, dans toutes les nations européennes d'ouest en d'est, de ce que l'on doit appeler, faute d'autres mots, une "*société civile émancipée*". Je prends ce terme du Cardinal Martini qui voulait dire par là que non seulement il y a manifestation

de plus en plus active du monde des organisations non gouvernementales, du monde associatif, mais clairement ces manifestations s'expriment de façon autonome, libres à l'égard de l'État et du système public. Ce qui est nouveau, et ceci peut être contesté dans l'Europe d'aujourd'hui, mais aussi dans l'esquisse d'une communauté internationale, c'est que de plus en plus d'acteurs privés souhaitent influencer la société publique, les règles publiques en formation. Cela est particulièrement vrai du domaine international puisque c'est justement un domaine où les règles publiques sont en formation. On n'a pas un effacement du public, mais il y a une volonté croissante d'acteurs dits privés à exercer une influence sur la formation de ces règles publiques. Cela peut être vrai des entreprises qui font partie de la société civile, c'est vrai des lobbies qui cherchent notamment à Bruxelles, mais pas seulement, à infléchir la co-décision du Parlement et du Conseil. Dans ce mouvement général d'acteurs privés qui cherchent délibérément à avoir une influence sur la formation des règles publiques, il y a un phénomène qui nous intéresse, qui peut être considéré comme profondément critique : parmi ces acteurs privés, un certain nombre d'entre eux se réclame de l'intérêt général. Ils veu-

lent influencer les règles publiques non pas dans la poursuite de leur propre intérêt, mais, et là je fais une claire distinction entre les lobbies et les entreprises d'une part et la société civile organisée au sens où l'a décrit le Comité Economique et Social, c'est qu'il y a, je l'affirme, je ne peux le prouver, une propension croissante dans la société civile d'organismes divers et vivants qui s'expriment pour dire quelque chose au nom de la libre expérience et de leur engagement actif de citoyen sur ce que devrait être le bien public. Je le dis pour l'Europe, cela a été absolument manifeste dans le Traité, non pas de Maastricht, mais celui qui est venu juste après, le traité d'Amsterdam, dont la finalité était en principe de mettre au point un certain nombre de détails mal réglés dans le Traité de Maastricht du point de vue des objectifs de l'élargissement. En fait la véritable innovation, je force peut-être un peu le trait, a été l'incorporation dans ce Traité d'un certain nombre de dispositions d'ordre essentiel, d'ordre identitaire, concernant l'égalité des chances, la lutte contre le racisme et la xénophobie, l'accueil des émigrés et des immigrants, qui sont venues directement de la société civile. La société civile a joué avec succès et peut être de manière assez

claire, une influence décisive sur la nature même du Traité d'Amsterdam.

Il faut saluer cet événement comme quelque chose d'extrêmement prometteur qui doit être opposé à des visions caricaturales soit de l'évolution des sociétés européennes, que l'on veut voir uniquement à travers la prégnance de l'individualisme, de l'effacement. Il y a une autre tendance, qui exprime par exemple une opposition à la mondialisation, une protestation, exprimant une alerte et qui à mon avis est parfaitement justifiée, qui rentre dans le cadre de cette fonction prophétique de la société civile mais que n'aime pas la construction européenne parce qu'elle se veut consensuelle. La société civile est en train de façonner une autre façon de faire l'Europe. Elle l'a montré à Amsterdam, elle continue de le montrer à travers la Convention sur la Charte des droits fondamentaux, convention dont maintenant la question n'est pas celle de sa reconnaissance, mais celle de son incorporation dans le Traité.

Donc, c'était mon troisième message ou ma troisième affirmation : nous assistons en corollaire, en réponse aux insuffisances de fonctionne-

ment de la démocratie, à l'apparition d'une société civile autonome, qui justement répond à cette insuffisance pour peu qu'elle soit reconnue dans les mécanismes décisionnels de la République au titre de l'écoute, de la participation, au titre de cette articulation de la démocratie participative, notamment au plan local et communal.

Avenir du religieux dans le projet européen

Il y a dans cette société civile une place particulière, un rôle spécifique des Églises, des communautés religieuses, et j'ajoute – c'est un oubli du livre Blanc sur la gouvernance – des communautés de foi et de conviction, c'est-à-dire qui ne se réclament pas d'une appartenance religieuse, qui ne se réclament pas d'une foi religieuse mais d'une conviction philosophique associée à un engagement citoyen.

Le Comité Economique et Social classe dans une typologie louable de la société civile l'Église, les communautés religieuses, les communautés de conviction comme une des compo-

santes de la société civile organisée. Le Livre Blanc va plus loin puisque, à deux reprises, il s'enhardit à parler d'un rôle spécifique, d'une contribution spécifique des communautés religieuses, des Églises, en ayant oublié, j'expliquerai pourquoi, les communautés de conviction philosophique. Impossible d'éluder à ce stade le débat sur l'héritage religieux qui est à la source, ou entre autres sources, des valeurs qui s'expriment dans la Charte européenne. Impossible en même temps de ne pas aborder l'avenir de la future laïcité européenne, de son mode d'organisation, de sa fonction, de sa conception dès lors que nous sommes dans un débat d'inter laïcité, la laïcité n'étant pas du tout vécue de la même façon dans les différentes traditions culturelles et ces différentes traditions culturelles demeureront. Une laïcité européenne ne chassera pas une laïcité nationale.

Je voudrais, à ma façon, grâce à mon expérience personnelle, ayant depuis une quinzaine d'années, au titre de la Cellule Prospective chargée par Jacques Delors puis Jacques Santer, de réfléchir aux relations entre la construction politique européenne et la participation des religions



et des communautés de conviction, je voudrais dire comment je vois les choses.

Cette question de l'héritage religieux donne à penser que ce qui est en cause c'est la reconnaissance d'un fait historique. C'est peut être parce qu'il y a là un désaccord, même mince, par rapport à ce problème qu'il y a eu ce débat en France

Il convient, pour rentrer en dialogue avec les autorités politiques, d'aborder le point de vue du citoyen, un point de vue laïque, de regarder, même si on est croyant, ce qui est mon cas, les faits religieux comme des faits de société, comme des faits de la vie publique. Mais inversement on peut amener les laïques, les citoyens tolérants, à se poser la question : est-il possible que les communautés religieuses et les communautés de conviction jouent un rôle nécessaire et utile et pas seulement accessoire dans la vie publique et l'accomplissement de la démocratie ? Je voudrais vous signaler l'interview du Premier Ministre, Lionel Jospin, dans *La Croix*. Au détour d'une phrase, il s'exprime là dessus d'une manière clairement positive. Je voudrais bien souligner, en mettant les pieds dans le plat, en tant que per-

sonnellement catholique, que cette phrase est tout à fait décisive. Le Premier Ministre dit qu'il est non seulement nécessaire de reconnaître la participation des Églises au débat public, mais que c'est une composante utile au mûrissement de ce débat. Cela mérite d'être vraiment médité car personnellement je pense que non seulement, c'est une contribution utile mais que c'est une contribution à ce point spécifique, et là je parle à la fois de la France et de l'Europe, qu'elle est irremplaçable. Dès lors que l'on prononce le mot "spécifique", c'est donc qu'il n'y a pas autre chose qui peut le remplacer. Je reconnaît que d'autres pourraient avoir un avis différent sur ce sujet.

Je dois m'expliquer, et ce sera mon dernier message, sur ce pourquoi je pense que dans l'Europe d'aujourd'hui, dans l'espace public européen à construire, mais aussi dans les espaces publics nationaux existants, la parole et l'action de ceux qui se regroupent explicitement en communautés religieuses de foi ou de conviction sont indispensables.

Vous pouvez ne pas partager mon avis, mais je le dis quand même à partir de deux thèmes où cela m'est apparu comme juste, à savoir le thème de la responsabilité – et l'on retrouve la



question de la gouvernance et celle de la citoyenneté – et le thème de la dignité.

Le premier thème est un thème absolument horizontal et qui concerne toutes les démocraties qui cherchent à reconstruire une citoyenneté, le second me semble être spécialement pertinent sur le plan international et donc européen. C'est là qu'il y a des enjeux de dignité humaine prépondérants que l'on ne rencontre plus à ce degré au plan national, et où la contribution et la voix des communautés religieuses, des Églises et des communautés de conviction me semblent irremplaçables, même si cela ne leur donne pas pour autant une autorité particulière.

Sur la question de la responsabilité, c'est assez clair, nous sommes confrontés aux progrès un peu illimités d'une conception de la démocratie armée par le libéralisme politique, donc quelque chose de tout à fait honorable, qui développe presque sans limite une notion de droit : droit des individus, droit des personnes qui, au fur et à mesure des progrès techniques notamment, arrivent à une multiplication des droits de l'individu à tel point qu'il devient son propre référent. Cette liberté

même démultipliée en multiples compartiments ne s'exprime plus dans une responsabilité. Il y a de fait une certaine contradiction vécue par les démocraties libérales qui sont portées à la fois par ce libéralisme mais aussi par le souci de l'égalité, qui conduit à multiplier les droits au nom du nivellement, d'une certaine égalité de l'accès à toutes sortes de choses.

La conséquence inédite et non vue de ce phénomène est en définitive la responsabilité elle-même, c'est à dire le choix libre de donner de sa vie, de son temps ou éventuellement sa vie même pour que l'autre soit libre. Or la Charte dont nous parlons, la Charte européenne, elle-même héritée de la Charte des Nations Unies de 1948, est imprégnée d'une autre vision anthropologique de la liberté : celle de la promotion d'un citoyen capable de participer en solidarité avec d'autres à la vie publique. Et un très grand nombre de droits individuels et sociaux décrits dans ces Chartes ont pour vocation de mettre la personne en état de participer à une vie citoyenne, d'être un être en relation. Cette dimension anthropologique de la Charte ne lui est pas propre, mais elle est portée par l'ensemble des communautés religieuses, de foi et de conviction, y compris islamique. Nous en



avons eu la certitude dans un certain nombre d'échanges inter religieux y compris avec les bouddhistes organisés en différentes circonstances. Le phénomène se multiplie, il y a une vision de la liberté qui s'accomplit dans la responsabilité et qui est en danger dans la multiplication libérale des droits. Cela doit être dit, exprimé. Qui peut le faire ? C'est là qu'il y a, à notre avis, dans la formation de la conscience, une contribution spécifique pas seulement des chrétiens mais aussi de l'ensemble des communautés religieuses et de conviction.

Le thème de la dignité, il me semble, doit être distingué parce qu'il se pose dans le champ international, qu'il soit mondial ou européen. Comment la question se pose-t-elle ? Elle se pose parce que justement le champ international, celui de la mondialisation et celui de l'Europe, prennent l'économie au sérieux. Dans ce sens-là, je me distancie un peu de la position d'ABER Europe ou d'un certain nombre d'autres discours sur le fait qu'heureusement, l'Europe s'éloigne de l'économie pour aborder le culturel et le politique, car c'est sa vocation.

Dans cette dichotomie, on perd de vue que c'est justement dans la mesure où les questions

économiques sont prises au sérieux dans toute leur dimension humaine et anthropologique que se pose la question radicale de la dignité. La question étant ainsi posée, on peut faire un double constat : que les forces naturelles de l'économie de marché au niveau européen comme au niveau mondial, dans la mesure où elles requièrent de prendre rapidement des décisions sur les règles qui autorisent la libre circulation, poussent à un appauvrissement des critères anthropologiques sous jacents à ces règles. Elles disent à l'Europe, à l'OMC : peu importe ce que vous décidiez, mais faites-le vite, car si vous ne décidez pas vite, les Américains, les Japonais qui ont d'autres coutumes, vont permettre telle ou telle forme de recherche et nous serons en retard. Ce discours est tenu aussi bien par les Américains vis-à-vis des Européens que des Japonais vis-à-vis des Américains. Il y a une espèce de compétition du moins disant, qui est le jeu normal du fonctionnement du libéralisme économique, de l'économie de marché, contre lequel personnellement je n'ai rien, bien au contraire. Ce fonctionnement qui nous oblige à produire des règles conduit à ce que ces règles, dans la mesure où elles peuvent être décidées rapidement, s'établissent non pas à partir des critères complets de la dignité



humaine, mais à partir d'une forme de consensus du moment. Et en cela on arrive à un résultat qui est un peu le même que ce à quoi aboutit – et là attention puisque ça comporte une critique du même interview de Lionel Jospin – une conception de la règle qui est un peu analogue à celle que promeut une laïcité de l'opinion moyenne. Devient règle, au sens où la législation doit accompagner le mouvement des mœurs, ce qui finalement ne pose plus problème parce qu'il y a eu un consensus général. Qui peut dire que l'expression du consensus général aboutit au plein respect de la richesse anthropologique ? Est-ce que ceci n'aboutit pas aussi à privilégier, de la même façon que la mécanique du libéralisme économique, une vision atrophiée de la position et de la richesse de la dignité, et tout particulièrement une conception utilitariste de l'existence humaine où est convenable ce qui convient, ce qui diminue la souffrance, ce qui permet au fond à chacun de vivre selon sa vie, selon ses normes. Là je ne suis pas d'accord avec ce que dit notre Premier Ministre dans cette interview. Il évoque un certain nombre de problèmes assez fondamentaux qui vont venir sur l'agenda politique concernant les biotechnologies, mais aussi la vie familiale, où on a l'impression que devient objet de

légalité ce qui finit par ne plus poser problème à la conscience moyenne du public. Je ne suis pas d'accord. Je pense qu'il faut que le public soit au minimum éclairé sur la richesse anthropologique de la dignité humaine, qu'il faut, pour qu'il en soit ainsi, que le débat public soit plus riche qu'il n'est aujourd'hui, qu'il y ait une participation authentique des Églises, des communautés religieuses, des communautés de conviction, afin d'éviter ce que Antoine Dinechin disait récemment lors d'une Semaine Sociale consacrée à la santé, au corps, à la dignité : la possibilité d'un désastre anthropologique. Effectivement, quand on voit autour de quoi se fait la compétition sur les règles à l'échelle locale, on peut parler d'un désastre anthropologique.

Résumons-nous

Il est nécessaire aujourd'hui, en Europe et dans le monde, de considérer un fait nouveau : la relation entre foi religieuse, communauté de foi et de conviction d'une part, et vie publique d'autre part, dans le cadre plus général d'un renouveau de la participation de la société civile à la formation d'une conscience politique collective. C'est particu-



lièrement vrai de l'Europe. L'Europe politique est un sujet, non pas un laboratoire, un théâtre particulier de ce renouveau, non pas parce que l'Europe serait la chasse gardée ancienne et privilégiée des religions, de la religion chrétienne. C'est bien l'inverse, c'est parce qu'elle est un État en formation, et que cet État en formation demande à considérer avec sérieux, avec amour, les positions de ses fondements.

Pour que cela se réalise, il y a un certain nombre de conditions :

- des conditions du côté des pouvoirs publics : qu'ils accueillent positivement dans une laïcité non seulement tolérante mais proactive, la contribution de ceux qui ont une mission spéciale dans la formation de la conscience, communautés de conviction, religieuses ou de foi. Mais il faut aussi une forme de laïcité religieuse ;
- l'autre condition, c'est que désormais dans la relation entre les religions, puisse s'exercer une forme d'accueil, de tolérance qui fait que le point de départ de leur contribution publique soit un point de départ laïque de pluralisme. Je ne veux pas dire par là qu'elles doivent

renoncer à leur identité. Je crois au contraire que c'est en partant de leur identité, sans y renoncer aucunement, qu'elles peuvent rentrer dans ce Jacques Le Goff, l'historien, appelait le dialogue de l'autocritique, dialogue indispensable pour que chaque religion lutte contre ses démons fondamentalistes. Et peut être certaines religions ont-elles plus de mal que d'autres ;

- il faut aussi, ce sera la dernière condition, qu'il y ait des lieux, des lieux nouveaux qui n'existent pas, où se travaille le discernement de la relation entre foi politique, religion, vie publique, et qu'il puisse être fait d'une manière indépendante et libre. Tout comme aujourd'hui et comme hier, on a pu entendre des responsables politiques s'exprimer au nom de la société publique, mais aussi des responsables philosophiques et religieux, des acteurs de la société civile leur répondre en plein dialogue.

Vous l'avez compris, je suis en faveur de l'observatoire des religions proposé par ABER Europe. Je vous remercie. ■



Jean-Claude GUILLEBAUD

Le principe d'humanité

Seuil, Paris, septembre 2001, 383 pages, 130 F

Présenté par Alain LE NÉGRATE

Dans les laboratoires scientifiques, se concocte une "douce catastrophe", la crise des fondements que nous vaut la révolution en cours, celle de l'âge "biolithique". Cette révolution qui marque une rupture considérable a 3 composantes : une composante économique (la bouli-

mie dévastatrice du marché), la composante biologique (l'intrépidité manipulatrice des biosciences) et la composante numérique ou informatique (l'irréalité manipulatrice du cyber-espace). C'est dans l'articulation des 3 composantes qu'est la nouveauté, une sorte de concubinage incestueux entre la

recherche scientifique et le monde des affaires. « *Le plus dangereux*, disait un représentant du Congrès américain, *ce n'est pas qu'on ait découvert l'arbre de la connaissance, mais que nous l'ayons vendu à Wall Street.* » On peut vendre des organes sur Internet, alors pourquoi pas des embryons? Le dogme scientifique (l'auteur dit "l'injonction scientiste") et le dogme libéral font collusion; et cela a l'effet de mettre en pièces nos conceptions de la personne humaine et de disqualifier le statut de la connaissance : la génétique est le tremplin idéal pour faire fortune, aussi y a-t-il menace pour la recherche fondamentale. La technoscience est en train d'abolir les frontières qui distinguaient l'homme de ses organes, de l'animal et de la chose. Avec le clonage et le trafic d'organes nous sommes en train de réinventer l'esclavage en chosifiant la vie et en instrumentalisant l'homme : le clonage humain reproductif



est un crime contre l'humanité. L'auteur a mis dans son livre un encart pris dans *Si c'est un homme* de Primo Levi où il est dit qu'à Auschwitz l'homme était réduit à son statut de matière vivante : bétail, boue, ordure. Pour ceux qui ont un peu de mémoire, des scientifiques serviles ont été à la botte de tous les totalitarismes. Les savants n'ont aucune compétence morale, c'est pourquoi il sera toujours nécessaire d'entrer en résistance face à toute volonté de rattacher la morale humaine à la biologie.

Parce que l'auteur plaide pour la prise en compte des notions de conscience, d'esprit et de volonté en regard de l'activité des technosciences, on lui fera sans doute le procès de réintroduire le dualisme. Qu'importent les grandes spéculations lorsque la déconstruction du sujet humain entreprise tient l'humanité de l'homme comme une hy-

pothèse non nécessaire. La philosophie est-elle capable de penser la science ? La métaphysique classique mettait entre les humains et les non humains une différence d'essence. Mais aujourd'hui l'absence de fondements conduit à accepter les flottements de l'intelligence humaine qui n'a rien à opposer aux technosciences appelées ici "*processus sans sujet*". L'utilisation des embryons à des fins expérimentales, le clonage dit thérapeutique, la brevetabilité du vivant, etc., sont autant de questions qui ne se formulent pas vraiment, de crainte de freiner l'avancée technoscientifique capable, dit-on, de soulager la souffrance et de mieux guérir. C'est la force de la promesse dans l'idéologie scientiste. Pourtant Bertrand Jordan, généticien, a signalé les dérapages incontrôlés de la génomique (le séquençage du génome humain et les techniques dérivées) dans *Les imposteurs de la géné-*

tique (Le Seuil, 2000, 176 pages). La science fonctionne comme un messianisme de remplacement. Elle s'est chargée de toutes les demandes adressées à la politique, à la religion, à l'Histoire. Guillebaud appelle cela *La trahison des Lumières* (Le Seuil, 1995, 256 pages).

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les comités consultatifs d'éthique ne jouent pas une fonction critique car leur travail est contestable. En particulier le premier d'entre eux, le comité consultatif national d'éthique français, créé en 1983, où sont sur-représentés les membres scientifiques, ne fait que préparer l'opinion publique à des transgressions, c'est-à-dire des capitulations morales en dédoublant le pouvoir politique. Le livre de Guillebaud est un sur-saut humaniste : l'humanité n'est pas une affaire de biologie, mais une affaire d'éthique : une résolution, une tâche, un projet. Il ne



saurait y avoir de sous-humanité, de demi-humanité ou d'humanité incomplète. Même si le singe bonobo peut dépasser les performances intellectuelles d'un enfant de 2 ans, l'enfant reste un homme, ce que le singe n'est pas ; et l'homme handicapé n'est jamais un animal tout simplement parce que nous pouvons décider qu'il en est ainsi. Le titre de l'ouvrage "le principe d'humanité" est tiré du document N°1 du comité consultatif national d'éthique. La meilleure définition de ce principe a peut-être été donnée par Darwin lui-même quand il écrit en 1871 que le point ultime

de l'évolution, c'est « la capacité et le désir qu'ont acquis les hommes de désobéir à celle-ci ».

À Durban (Afrique du Sud), à la Conférence mondiale des Nations Unies sur le racisme, Axel Kahn – généticien membre du comité national d'éthique – a prononcé un discours le 3 septembre 2001, dans lequel il disait : « *Il n'existe pas de définition scientifique de la dignité humaine, il s'agit là d'un concept philosophique.* » C'est précisément la conclusion de Guillebaud : « *L'éthique renvoie chacun de nous à une responsabilités qu'aucune science, aucune technique,*

aucune fatalité mécanique ou génétique ne saurait éliminer. Le principe d'humanité existe parce que nous voulons qu'il en soit ainsi. »

Clairement, l'auteur fait référence au message évangélique et tout l'appareil critique des notes de bas de pages montre qu'il puise largement sa réflexion chez les auteurs chrétiens. Pour autant, il n'y a pas besoin de croire en Dieu pour résister aux dévots de la science. Il faut juste du courage pour dire "c'est interdit", parce que « *tout le monde suit l'Occident, mais l'Occident ne va nulle part* ». (Maurice Bellet). ■

« Les prêtres ne disent pas : "Où est le Seigneur ?" »

Jérémie 2, 8

Présentation
par
Jean-Marie PLOUX

Emmanuel Mounier (1905-1950), chrétien, philosophe, lecteur profond de Charles Péguy, fonda, à 27 ans, la revue *Esprit*. En rupture avec le "désordre établi" par une bourgeoisie plus maurrassienne que chrétienne et à distance critique d'un marxisme dogmatique, Mounier luttait pour une révolution spirituelle sans laquelle toute révolution se ferait au détriment de l'homme, de la personne. L'histoire a montré combien il avait vu juste.

Comme la pensée de Mounier est engagée dans le vif de l'histoire, la lecture de ses textes suppose que l'on connaisse un peu cette histoire. Le texte que nous proposons est extrait de : *L'Agonie du christianisme*, paru en mai 1946, au moment où les partis démocrates chrétiens sont en plein

essor. Mounier s'en méfie : « *Que le christianisme vienne se confondre avec la timidité sociale, avec l'esprit de balancement et la sourde crainte du peuple, voilà ce que nous ne laisserons jamais accréditer.* »

En toile de fond à ces extraits, Mounier met en garde Bernanos, prophète de la conscience au temps des fascismes, contre une critique a priori de tout engagement chrétien à gauche...

L'Agonie du christianisme

Le message propre de Bernanos, c'est de rappeler au chrétien la transcendance du christianisme dans toutes les affaires du temps et de l'empêcher d'utiliser cette transcendance à la lâcheté et au déshonneur. Il se tourne aujourd'hui vers un nouveau combat. Dans l'effort que font certains chrétiens pour rejoindre le courant progressiste dont leurs pères se sont étourdiment détachés et pour retrouver l'élan révolutionnaire de leur siècle, réside, en effet, comme dans toute expression temporelle du message chrétien, qu'elle soit conser-

vatrice ou révolutionnaire, un danger de temporaliser le christianisme. Certains ne sont pas loin d'identifier la Révolution au Royaume de Dieu, comme leurs aînés ont confondu la monarchie et le théocentrisme, l'ordre bourgeois et l'ordre chrétien. Or, il n'est pas plus acceptable que l'on s'affirme "révolutionnaire parce que chrétien", que démocrate parce que chrétien – ou monarchiste parce que chrétien. Moins lourde qu'une autre, une position révolutionnaire découvre mal au chrétien qui l'adopte un naturalisme latent ; comme il s'y trouve minoritaire, il s'étonne qu'on lui parle à son propos de conformisme ; elle lui apparaît, au contraire, comme un voyage aux sources et le réveil de la force transcendante du christianisme à l'égard des ordres établis. Mais on n'échappe pas au poids des choses. Tout ordre nouveau est en puissance un ordre établi. Tout contre pharisaïsme comporte en soi le germe d'un nouveau pharisaïsme. Tout engagement menace d'un asservissement. Le prophète est celui qui voit le premier. En criant le danger aux chrétiens avancés, Bernanos le prophète reconnaît implicitement leur mission. Il n'en cherche pas, comme le politique, la justesse ou l'opportunité historique, il se place d'emblée au-delà de sa justification ou de sa critique, de son succès ou de son échec, dans son essence éternelle et dans ses tentations essentielles. Écoutons Bernanos. Le christianisme n'a aucun intérêt à substituer un conformisme de gauche au conformisme de droite, un cléricalisme révolutionnaire au cléricalisme conservateur, à noyer la révolution nécessaire dans une religiosité philanthropique qui énerverait l'action révolutionnaire tout en avilissant la religion. [...]

Ont raison ceux qui disent que le christianisme doit retrouver les chemins de la terre et les soucis quotidiens des hommes, ont raison ceux qui pensent qu'il doit au contraire restaurer la Parole de Dieu dans sa hauteur sacrée. Ils ont raison, sauf de dire "au contraire". Car il ne s'agit plus en effet, pour rejoindre les hommes, de déduire des Encycliques une "doctrine sociale chrétienne" qui s'essouffle, péniblement pour son prestige à cinquante ans en arrière du développement des idées et des faits. Quand le Christ a dit : « *Mon* royaume n'est pas de ce monde », il ne nous a pas dit que *nous* ne soyons pas de ce monde, mais que *Son* message n'était pas directement destiné à l'heureux aménagement de ce monde. À cet aménagement, nous devons travailler en prise directe avec les difficultés de l'heure, et ne pas avilir la transcendance chrétienne dans des aménagements boiteux, ridicules devant le monde, et ridicules devant Dieu. Depuis plus d'un siècle, les condensations de compromis, philosophiques ou sociales, théoriques ou pratiques, libérales ou intégristes, s'accumulent entre la Parole de Dieu dans l'Église, et les hommes. Elles marquent autant d'efforts ingénus et parfois héroïques pour domestiquer un rapport, celui du christianisme au monde, qui doit rester une zone de combat et d'affrontement direct. Ne recommençons pas, avec le christianisme révolutionnaire, le communisme chrétien ou je ne sais quelle autre vieilleries nouvelles. De même que pour embellir nos églises il ne faudrait rien ajouter, mais supprimer massivement les ors et les plâtres, de même pour percer cette muraille de malentendus qui étouffe désormais le message chrétien, il ne faut pas inventer quelque

nouveauté magique, mais inventer le christianisme même, rendre à la Parole sa nudité pénétrante, avec tous les hommes, faire proprement notre travail d'hommes.

C'est bien en vain que, pour conjurer le péril, on mobiliserait des armées d'apologistes et que l'on déverserait sur le monde indifférent de nouvelles tonnes d'éditions *Spes*. Comme le P. de Lubac le montrait récemment dans un petit livre aigu, les preuves n'ont de valeur qu'à partir d'une rencontre préalable, d'un pressentiment de l'être que la preuve assure. Or le monde actuel ne *rencontre* plus le christianisme. La parole de Dieu devient pour lui proprement *lettre morte*.

J'insiste sur le mot. Certains jeunes chrétiens marxistes me paraissent orienter leurs espoirs d'une manière aussi peu marxiste que chrétienne. Le corps de l'Église est corrompu, disaient-ils en substance, abandonnons donc l'Église dans le royaume des corps, faisons avec les communistes le corps du monde et retrouvons au-delà une Église invisible en esprit et en vérité. Leur position a ceci de juste que le corps de l'Église a assumé dans les premiers âges de la chrétienté des fonctions – de gouvernement, de culture, de direction sociale et économique – qui ne lui sont pas essentielles, et dont elle dépouillera encore un assez grand nombre au profit de la cité laïque. Il y a là un mouvement de laïcisation qui commence à se révéler, malgré ses premières apparences, comme un mouvement interne à la vie de l'Église, bien qu'elle ne le commande pas toujours et se trouve parfois

en tension avec lui. Mais ce mouvement ne nous rejette pas d'une Église visible sur une Église invisible. L'Église, réalité incarnée, ne peut être qu'âme et corps, ou elle n'est pas. Elle se retire lentement d'un corps d'emprunt, d'abord largement étalé sur les institutions des hommes, et diminuant, avec leur accession à la majorité, vers un corps moins diffus, mais non moins essentiel. Mais il reste que le Verbe s'est fait chair et, comme l'homme, c'est par la chair qu'il dépérit et meurt. L'esprit de l'Église ne s'est pas affadi : il occupe dans une plénitude parfaite l'espace incompressible de la Charité. Mais la lettre est presque morte. Ses mots ne passent plus, ses gestes ne portent plus, le monde a perdu la clef de sa langue, et l'Église a perdu la clef de la langue des hommes. Le chrétien est comme un aliéné dans le monde : il parle sans être compris et il croit que tous les autres sont des fous.

Ne jouons donc pas étourdiment aux réformateurs de l'Église. Il n'y a pour le chrétien qu'un Réformateur de l'Église : l'Esprit même qui l'inspire, et dans sa tâche, il semble plus volontiers s'aider des mécréants que des fidèles. Le rôle du chrétien de la rue est plus modeste. Il est d'un médiateur. Et comme aujourd'hui le dictionnaire est perdu qui permettait le dialogue entre l'Église et le monde, il a l'humble tâche de le refaire.

Textes p. 533-534 et 537-538,
L'Agonie du christianisme, dans *Feu la Chrétienté*,
Œuvres d'E. Mounier, tome 3, 1944-1950, Ed. du Seuil, 1962.

Avez-vous renouvelé

votre abonnement

pour l'année 2002 ?


Mistion
DE FRANCE